

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : La Journée rouge. — Après Piatakov, Radek. (P. Monatte.)

Les derniers assauts contre les Assurances sociales

par L. FONTIS

LETTRÉ D'ANGLETERRE

Après la victoire électorale du Labour Party

par Un Communiste anglais

“LES SIÈCLES OBSCURS DU MAGHREB”

par J. PÉRA

NOTES ÉCONOMIQUES : Ford, nouvelle recrue de la Standard-Farbenindustrie. — Le scandale du Métro. — Un nouveau moyen de faire passer des salaires de famine. (R. Louzon.)

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Les fossoyeurs du Syndicalisme chez les mineurs de la Loire (Un Syndicaliste stéphanois). — De la véritable action directe. — « Pourquoi nous sommes minoritaires ». — Le Congrès du Syndicat des Métaux. (Un délégué.)

FAITS ET DOCUMENTS : Comment on « protège » le Maroc. — Trotsky en Angleterre? — Une nouvelle Centrale syndicale aux États-Unis. — L'enthousiasme du capitalisme américain.

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1^{er} et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-X^e

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Prolétarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage
(P. Monatte)

Les Notes Economiques
(R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres
(De tout et de tous)

A travers les Livres
(A. Rosmer, B. Glaufrét,
A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale
(De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne,
etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDACCI,
E. BERTH, Marthe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL,
F. CHARBIT, J. et J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE,
FINIDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. CHAUFFRET,
MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER,
G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOY, L. MAR-
MET, J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W.
POSTGATE, A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALEL,
A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc..

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Cheques Postaux : Révolution Prolétarienne 734-92.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à midi
et de 14 heures à 19 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X^e.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).



Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.
Prix : 9 fr.

Franco 11 fr.
Etranger 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. »,
utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

La Journée Rouge

Quand un mouvement est incapable de tirer la leçon des défaites qu'il a essuyées, il est fatal qu'il aille au devant de nouvelles, plus dures encore. Pour n'avoir pas dégagé l'expérience de la grève générale du 12 octobre 1925 contre la guerre du Maroc, ni celle de la grève générale du 8 août 1927. en faveur de Sacco et Vanzetti, voilà la C.G.T.U. engagée dans l'aventure de la Journée rouge du 1^{er} août prochain.

Deux années, quatre années se sont écoulées; certes, la mémoire des hommes est courte; cependant, on est stupéfait quand on lit des choses dans ce goût :

« La C.G.T.U. revendique comme une grande victoire politique la grève de 24 heures du 12 octobre 1925 contre la guerre du Maroc décidée en application des décisions du Congrès de Paris ».

N'en déplaise à Monmousseau, qui écrit cela dans la Vie Ouvrière du 21 juin, c'est le gouvernement qui remporta la grande victoire politique du 12 octobre 1925; la classe ouvrière n'inscrivit à son compte qu'une grave défaite. Tout le monde, alors, enregistra ce fait lamentable.

La grève générale du 12 octobre 1925 n'avait pas dépassé comme ampleur les démonstrations de chômage des Premier Mai ordinaires. Le gouvernement, désormais, se sentait les mains libres au Maroc. Tout cela, parce que le mouvement avait été conçu et préparé non en vue d'un résultat possible, la cessation de la guerre au Maroc, mais dans un simple intérêt de parti. Dix objectifs au lieu d'un. Et quels objectifs? Surtout l'évacuation complète du Maroc au lieu de la paix au Maroc. Défense au congrès de discuter ces mots d'ordre. Impossibilité de réaliser le front unique. L'Union confédérée d'Alsace paraissait vouloir s'engager; on lui jetait dans les jambes le mot d'ordre supplémentaire du plébiscite en Alsace. Et quel moment choisi pour lancer le mouvement? Le plus mauvais, celui où les opérations militaires étaient au ralenti, où l'opinion était calme. Le résultat fut triste. Comment s'étonner, disions-nous alors, que des syndiqués de la C.G.T.U. aient reculé à s'engager et que des ouvriers, membres du parti, n'aient pas fait grève?

La grève générale du 8 août 1927 fut plus lamentable encore. Je revois encore Nathans, le secrétaire de l'Internationale des Transports, recherchant sur les boulevards parisiens des traces de grève générale. Pour la seconde fois, la classe ouvrière ressentit amèrement son impuissance. La C.G.T.U. se discrédita, et discrédita avec elle le syndicalisme français et l'idée de grève générale.

Jamais deux sans trois; la C.G.T.U. se prépare à faire une troisième démonstration d'impuissance. Il lui

faut tous les deux ans une Journée nationale; ses dirigeants préparent fiévreusement leur troisième échec.

A lire de toutes parts les admonestations aux tièdes et aux sceptiques, il est facile de deviner que de nombreux militants, dans la C.G.T.U. et même dans le parti, à Paris et en province, comprennent les dangers de l'aventure; ils ne tiennent pas à ce que leurs syndicats soient détruits pour la joie d'un beau communiqué ou d'un télégramme à Moscou.

Discipline! leur dit-on. L'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste ont décidé cette Journée internationale, votre devoir est de marcher. Si vous reculez, vous serez traités de lâches, de réformistes, de contre-révolutionnaires, de complices de l'imperialisme.

On ne nous a pas consultés, répliquent-ils.

Evidemment! leur répondent Herclét et Monmousseau. Nous n'avons nul besoin, l'I.S.R. non plus, de consulter les Aufrère et les Godonnèche de la C.G.T.U. Est-ce que Foch consultait ses sous-ouffs et ses soldats? Une armée doit-elle être commandée par ses généraux ou ses trouffions?

N'empêche, des résistances, les unes sourdes, d'autres plus ou moins publiques, ont amené les dirigeants du parti et de la C.G.T.U. à modifier le ton de leurs appels. Il est moins question maintenant de Journée rouge à l'image du 1^{er} mai allemand, de tradition de guerre civile à faire revivre; on parle davantage de grève générale et même de grève le plus possible généralisée; on parlerait demain de démonstration importante mais calme qu'il n'en faudrait pas être surpris. Le malheur pour les initiateurs c'est que quoi qu'ils disent on se méfiera. Le grand battage des Congrès ouvriers qui précéderent la grève d'octobre 1925 peut se renouveler, des Comités spéciaux peuvent être constitués, il y a de grandes chances pour qu'ils fassent moins illusion encore qu'il y a quatre ans.

Les dirigeants de la C.G.T.U. jouent de malheur. Ils avaient entrepris de mobiliser les masses contre les dangers de guerre, et particulièrement de guerre contre la Russie, à un moment où, après avoir dit que la guerre était là, ils étaient obligés de rectifier et de convenir qu'elle n'était pas là, ...mais qu'elle pouvait venir. Ce n'était pas le meilleur moment. Mais on n'a pas le choix rue Grange-aux-Belles ni à Moscou, quant aux sujets d'agitation susceptibles d'émouvoir encore. Comble de malchance, voilà que les élections anglaises ramènent au pouvoir le Labour Party. Le gouvernement conservateur qui menait la danse contre la Russie disparaît; celle-ci peut respirer à nouveau. Le gouvernement travailliste va faire une politique pacifiste, qui sera impuissante certainement à résoudre les conflits profonds, mais qui calmera certaines plaies superficielles et de toutes façons gagnera du temps. Avant que la politique pacifiste ait fait faillite, et que,

derrière ce rideau, les bourgeoisies aient réparé leurs forces et se soient rééquipées pour une plus formidable guerre, quelques années passeront durant lesquelles l'opinion aura confiance dans la paix.

Mauvais moment pour capter le sentiment des masses contre la guerre. Ces sacrés Anglais auraient dû attendre que le 1^{er} août fût passé, pour envoyer paître leur gouvernement conservateur.

Après Piatakov, Radek

Depuis des semaines, le bruit courait qu'un certain nombre d'oppositionnels russes déportés, parmi les plus connus, avaient demandé leur réintégration dans le parti. On parlait notamment de Radek, Smilga et Préobrajensky.

Après la capitulation de Zinoviev et de Kamenev, qui n'avait surpris personne, après celle de Piatakov, qui avait surpris tout le monde, celles de Radek, Smilga et Préobrajensky risquent fort d'arriver à un moment où l'on ne s'étonne plus de rien.

Jusqu'ici l'Humanité n'a pas fourni d'informations. A-t-elle la consigne de se taire? Où attend-elle que les nouveaux ralliés aient fait des déclarations significatives? Car elle n'est pas très significative, cette lettre de Radek à Smilga, datée de Tomsk, 19 mai, que Yaroslavsky a reproduite dans un article de la Correspondance Internationale du 8 juin.

Cette lettre, en effet, est plus garnie de boutades que d'arguments sérieux. On savait déjà que Radek n'aime pas les mencheviks ni les syndicalistes. Il a soigneusement gardé pour les syndicalistes les sentiments des vieux social-démocrates. Un seul point, dans cette lettre, me paraît net et important, la condamnation du vote secret dans le parti et les syndicats.

Radek reproche aux oppositionnels de Moscou de n'avoir pas le courage de répudier ce mot d'ordre contre-révolutionnaire. Si nous avons un reproche à faire au groupe oppositionnel de Moscou ce serait, au contraire, d'avoir tardé si longtemps à réclamer le vote secret dans le parti et les syndicats et de ne le défendre aujourd'hui qu'avec une certaine hésitation. Hésitation qui se comprend mieux aujourd'hui quand l'on sait quelles résistances il rencontrait au sein même de l'opposition. Pourtant, cette mesure serait la première application pratique de la démocratie ouvrière, de la liberté rendue aux travailleurs et aux révolutionnaires. Il est illogique et incompréhensible que l'on soit contre ce mot d'ordre et pour la démocratie ouvrière. Celle-ci contient cela, ou bien elle est vide. Libre à Radek de combattre le vote secret dans le parti et les syndicats, sans parler des Soviets, mais qu'il cesse alors de réclamer la démocratie ouvrière. Le choix s'impose.

Quant à savoir ce qui est contre-révolutionnaire, nous continuerons à penser que le seul moyen et le seul espoir pour la Révolution russe de ne pas aboutir à l'échec, ainsi que nous le disions il y a un mois dans la réponse du « noyau » à une lettre de Russie, rési-

dent dans la conquête de la liberté par le prolétariat russe.

C'est d'ailleurs parce qu'ils perdent de vue l'existence du prolétariat russe et qu'ils n'ont de pensées que pour les luttes et les combinaisons des « sommets » que des militants comme Radek, aujourd'hui, comme Piatakov, hier, abjurent les conceptions qu'ils avaient défendues. Il faut qu'ils dirigent, qu'ils soient au nombre des dirigeants. Si leurs conceptions y sont un obstacle, ils sont prêts à les piétiner pour se rallier à celles du groupe dirigeant.

Autre chose, à mon sens, contribue encore à les faire dérailler, une certaine manière, paraît-il très marxiste, de comprendre le mouvement, suivant laquelle on a toujours tort quand on ne réussit pas. L'opposition russe s'est adressée au parti et au prolétariat; elle a élevé des critiques violentes contre le cours suivi par la Révolution, elle a proposé d'autres voies et d'autres moyens; mais ni le parti ni le prolétariat n'ont paru entendre et n'ont suivi l'opposition. Que faire alors? Persévérer dans l'opposition, c'est-à-dire travailler activement à se faire comprendre, sinon du parti, au moins du prolétariat. Ou bien cesser toute opposition, se rallier ou paraître se rallier, en attendant le moment propice de parler à nouveau, avec des chances plus grandes d'être compris, d'être suivi et de pouvoir prendre en mains la direction du mouvement.

Il paraît que cette dernière méthode mérite seule l'estampille marxiste. Je n'en suis pas absolument sûr. En tout cas, je la trouve dangereuse et stérile. Dangereuse parce qu'elle fait perdre toute confiance dans les hommes, qu'on voit multiplier les pirouettes, et dans les idées qu'ils disaient défendre. Stérile, parce que la nouvelle occasion d'agir qui est attendue ne pourrait donner la victoire que si précisément l'opposition avait préparé de toutes ses forces le terrain et les esprits en vue de ce moment. Faute de cela, des crises nouvelles pourront se produire sans que, les circonstances prêtes, les esprits le soient.

Pierre MONATTE.

DES GREVES ARTIFICIELLES

Le 11^e rayon de la région parisienne, après avoir déterminé les points essentiels sur lesquels devront porter ses efforts (centres de cheminots, fonderies et produits chimiques) a fixé dès aujourd'hui les objectifs concrets qu'il devra tendre à réaliser : grèves partielles chez les cheminots, grèves de 24 heures dans les fonderies et les produits chimiques. Des manifestations sont également prévues.

Humanité du 17 juin.
(La Vie du Parti. « Vers le 1^{er} août. »)

Il faut lire :

**Qui dirige aujourd'hui
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ?
par L. TROTSKY**

dans « Contre le Courant » du 10 juin

Assistance ou Assurance

LES DERNIERS ASSAULTS CONTRE LES ASSURANCES SOCIALES

Parmi les manœuvres dirigées contre les assurances sociales à la veille de leur institution définitive, il faut inscrire la publication du livre d'un médecin allemand par laquelle on a voulu, à la fois, accréditer que les assurances sociales seraient mal-faisantes et dresser contre elles la corporation des médecins.

Le livre du D^r Liek, *Les Méfaits des Assurances sociales en Allemagne et les moyens d'y remédier* (1), est en réalité dirigé contre l'assurance sociale en général malgré que l'auteur en limite l'étude à l'assurance allemande. On peut même dire qu'il traduit le désarroi d'un petit bourgeois allemand, médecin par surcroît, devant le grave problème de l'assurance sociale.

L'auteur est sans doute sincère quand il se déclare sensible aux douleurs humaines, mais dans cette sensibilité il y a comme un calcul. Elle traduit le désir de voir persister l'état social actuel sans modifications profondes, sans qu'il soit touché au cadre de la société, où simplement une plus large part serait faite aux œuvres charitables. Ce petit bourgeois n'est pas satisfait parce que, s'il avait accepté l'assurance que Bismarck lui avait présentée, c'est qu'il concevait celle-ci comme Bismarck la voyait lui-même, c'est-à-dire comme un moyen de mieux faire supporter l'antagonisme des classes. Il l'acceptait comme un sacrifice. Aujourd'hui, il constate que ce sacrifice a été vain et que l'assurance sociale a contribué, au moins pour une large part, en Allemagne, à former les cadres des organisations ouvrières.

Au cours de son exposé, le D^r Liek fait des remarques bien curieuses, du genre de celles-ci : « Avec le mot social, dit-il, on a prolétarisé le médecin, de même qu'on a réduit le peuple allemand avec les mots démocratie, Société des Nations, Paix éternelle. »

Il ne peut s'élever à la conception de l'assurance et il reste au cadre de l'assistance sociale. Il est navré de voir que des gens arrivant en automobile pour le consulter soient inscrits à l'assurance ; cela lui paraît comme une injure. Il ne comprend pas non plus que l'autorité du médecin tient à la personne de celui-ci et non au fait qu'il appartient à un corps social spécialisé. Il voit avec horreur que des médecins puissent être discutés, et il signale que l'organisation des médecins de caisses a conduit à ce résultat que « dans de nombreux milieux, en Allemagne, et avant tout dans ceux où l'on n'est pas assuré, on ne considère plus le médecin comme un conseiller savant et comme un sauveur, et qu'on le regarde et le traite comme un ouvrier preneur de travail ».

Dans son esprit, le médecin doit rester hors de l'évolution sociale, avec une sorte de chapeau pointu moral, veillant à conserver l'autorité qu'il tient de ses titres et de son habit.

Enfin, Liek accepte, et c'est la grande critique que l'on sent qu'il fait à l'assurance, cette opinion émise par un médecin suisse : « L'Allemagne a perdu la guerre pour avoir endommagé son système nerveux avec les assurances sociales. » — « Je ne souscris pas entièrement à cette dernière phrase, déclare le doc-

teur Liek, mais cependant, pour qui approfondit les connexions des événements, elle renferme beaucoup de vrai. »

L'assurance sociale pose un problème trop vaste pour le docteur Liek qui regarde trop près autour de lui et qui ne voit pas, à sa place, une organisation comme celle-là au moment de l'évolution sociale où elle se présente. Son livre traduit un désarroi profond. On peut ajouter que ce désarroi est exactement le même que celui que nous constatons dans l'esprit du plus grand nombre des médecins français.

C'est que ni le D^r Liek ni le plus grand nombre des médecins français ne considèrent l'assurance comme il le faudrait, c'est-à-dire en tenant compte des facteurs économiques, sociaux et techniques. Ce n'est qu'incidemment, à la fin de son livre, dans une citation, que l'auteur dit : « L'Assurance ne constitue pas un problème en soi ; elle n'est qu'une partie du problème social. »

Des critiques du fonctionnement des assurances

L'étude du D^r Liek est une espèce de document vécu, et, à ce titre, elle est intéressante. Nous apprenons d'abord qu'il y a en Allemagne 19 millions d'assurés cotisants, ce qui, joint aux familles des cotisés (qui sont aussi bénéficiaires des assurances) porte le nombre de ceux qui participent aux soins, à 40 millions environ. Il faut ajouter à ce chiffre 10 millions d'assurés aux assurances privées. L'Allemagne comptant, je crois, de 65 à 70 millions d'habitants, l'assurance serait ainsi étendue aux deux tiers au moins de la population.

Liek reconnaît qu'elle est utile aux assurés. Il affirme également qu'elle est avantageuse pour les médecins, non seulement au point de vue matériel, mais aussi au point de vue scientifique, ce qui paraît plus discutable puisque l'auteur raconte que les médecins qui font de la médecine en courant n'ont même pas le temps de réfléchir. Il conclut cependant que les inconvénients de l'assurance sociale, telle qu'elle est appliquée en Allemagne, sont tels que l'assurance constitue un grave danger pour la santé publique et le corps médical.

Quand il se place au point de vue médical, Liek est souvent fort embarrassé. Il déclare que l'assurance rapporte aux médecins certains profits, mais que cela amène à la médecine des éléments qui n'ont pas la vocation ; un peu plus loin il constate, ce qui paraît profondément vrai, que les médecins attelés à une besogne excessive, s'ils gagnent leur vie, font une détestable médecine. Il montre qu'en effet il est impossible, étant donné la rémunération accordée pour chaque acte médical, de faire une médecine sérieuse. Le médecin obligé d'examiner de trop nombreux malades ne peut consacrer à chacun d'eux qu'un temps très insuffisant ; la médecine de caisse est pure paperasserie.

Cette critique a été faite depuis longtemps par tous ceux qui ont étudié le fonctionnement de l'assurance sociale en Allemagne et en Alsace. Une enquête faite en 1919 et publiée dans *Le Médecin Syndicaliste*, avait éclairé lumineusement ce côté du problème de l'assurance. Malheureusement, ce système n'existe pas seulement en Alsace et en Allemagne. Il en est de même en France et les services médicaux des caisses de secours des ouvriers mineurs, constituées en vertu de la loi de 1894, ne fonctionnent pas mieux.

On peut dire également que cette façon de pratiquer la médecine n'est pas spéciale aux assurances sociales et qu'elle ressemble de façon étonnante à la médecine de clientèle ouvrière privée. Beaucoup de

(1) Payot, édit. (18 fr.).

médecins de campagne et la plupart des médecins de quartier, dans les grandes villes, sont obligés de donner des consultations rapides et ne peuvent se livrer, la plupart du temps, à des examens sérieux. Cela provient de l'insuffisance de la rémunération qu'ils reçoivent et de la nécessité où ils sont de faire beaucoup d'actes médicaux pour arriver à gagner leur vie. Cela tient aussi à des habitudes routinières, à une mentalité particulière. Le reproche très juste que fait le D^r Liek aux médecins des caisses d'assurances allemandes de n'avoir pas le temps de se cultiver au point de vue technique, de se tenir au courant des progrès scientifiques, ce reproche pourrait être adressé de même à la plupart des médecins français ou allemands qui pratiquent en clientèle privée et dont le labeur est forcément si intense qu'il les prend tout entiers sans qu'ils puissent consacrer le temps nécessaire à une mise au point constante de leurs connaissances.

Si le D^r Liek avait réfléchi à ce problème nouveau, il aurait pensé que la solution pouvait être trouvée, précisément dans une organisation meilleure de la pratique médicale qui permettrait aux médecins de consacrer plus de temps à chaque malade et d'avoir, en outre, des loisirs pour étudier. Cette partie critique de l'assurance faite par le D^r Liek ne peut être évoquée seule; elle pose le problème de l'exercice médical dans son ensemble, et notamment celui du maintien à la page, comme on dit aujourd'hui, des techniciens qui doivent constamment être au courant des méthodes et des techniques nouvelles. Le D^r Liek ne parle pas du tout du côté technique, il n'étudie pas la situation actuelle de la médecine, qui est en pleine évolution, et dont la pratique exige aujourd'hui des moyens nouveaux, des collaborations nombreuses. Il s'en tient à un individualisme étroit.

Le problème des abus

Au point de vue social, l'auteur affirme que l'assurance aboutit à une démoralisation générale. Elle entretient la maladie au lieu de la guérir, elle invite à la paresse, elle pousse à la fraude et il cite des exemples qui paraissent indiscutables. Il est évident que la mentalité de beaucoup d'assurés n'atteint pas la maturité qui conviendrait. La loi est également mal faite sur certains points; enfin, elle est située dans le cadre d'une société où s'exprime l'antagonisme des classes.

Cet ouvrier, qui prévoit qu'il entrera en chômage demain, tente de se faire passer pour malade aujourd'hui. S'il peut y réussir, il limitera ainsi les dommages que lui cause l'arrêt de son travail; il essaye donc de frauder et il cherche un complice médecin pour lui permettre d'échapper aux peines du chômage. Abus? Sans aucun doute. Mais abus qui traduit une crise sociale et qui ne peut être évité qu'en portant remède à cette crise. Cet autre veut se soustraire à une pénalité et éviter son renvoi de l'usine parce qu'il a commis une faute légère; il a manqué la rentrée; il cherche aussi un complice médecin qui lui fournira l'excuse d'un certificat de maladie. Abus? Sans doute, mais qui exprime une mauvaise organisation du travail.

Là où n'existe pas de garantie, de sécurité, où rôde l'inquiétude, l'atmosphère est propice à la dissimulation et à la fraude. L'assurance sociale, dans notre société qui entretient la lutte des individus entre eux et perpétue l'antagonisme des classes, ne peut être une institution parfaite; c'est évident.

Les esprits mûrissent mal dans la société actuelle aux idées de solidarité. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, et même dans un autre moment plus favorable, l'assurance sociale posera toujours un problème des

abus. Ce problème se posera différemment, mais il se posera.

Certains abus, qui deviennent graves par leur répétition, proviennent de défauts faciles à corriger. C'est ainsi, par exemple, que les médicaments étant gratuits, pour obtenir la délivrance d'un cachet d'aspirine ou de 100 grammes de coton, il faut à l'assuré une ordonnance médicale. Pour un rien, il est donc obligé d'aller chez le médecin qui, après un examen sommaire, remplit la feuille d'ordonnance. Mais ces malades légers encombrant le cabinet médical et non seulement grèvent le budget des caisses, mais tendent à donner à la médecine une allure de distribution d'ordonnances incompatible avec une pratique sérieuse. Enfin, il faut compter encore avec les collusion possibles entre assurés, médecins et pharmaciens et fournisseurs de toutes sortes pour exploiter la caisse d'assurance.

En dehors de ces abus, que l'on peut placer du côté des assurés, il en est d'autres qui sont exclusivement d'ordre médical et pharmaceutique: abus de prescriptions, abus de visites, c'est-à-dire abus de confiance.

Liek note que cette atmosphère de suspicion et de complicité crée chez l'assuré et chez le médecin un état d'esprit lamentable, un abaissement des caractères, et il prétend que le médecin ne peut résister aux sollicitations dont il est l'objet sans risquer de perdre sa clientèle.

Il faut évidemment un contrôle. Il faut surtout prévoir par une bonne organisation les défaillances possibles.

Ces abus peuvent être imputés à de nombreuses causes: au cadre social d'abord, nous l'avons vu, et c'est évidemment le défaut capital de l'assurance. Dans une société où l'impérieuse règle est une sorte de travail forcé, il est assez normal qu'on cherche à s'y soustraire. L'assurance est solidaire de l'organisation du travail. Celle-ci, dans la société actuelle, a été conçue entièrement en dehors de la pensée et de l'action ouvrières. Pour faire cesser certains abus, il faudrait donc modifier l'atmosphère du travail, introduire l'élément ouvrier dans l'organisation et le contrôle de la production, créer une assurance contre le chômage.

Les abus peuvent être la conséquence du manque de maturité des esprits et de l'opinion ouvrière. Il faut accepter que, même dans une société différente de la nôtre, tout le monde n'aura pas le même goût au travail. Nous retrouvons ici diverses faces du problème: la paresse, la question des aptitudes, du rendement, de la collaboration, c'est-à-dire en somme, le problème de l'organisation du travail. Aucun système d'assurance sociale ne peut tenir, si les esprits n'y sont pas préparés, si le mécanisme, l'objet, le but, n'en sont pas compris, si les assurés n'y collaborent pas. La première besogne à faire consiste donc dans une besogne éducative. Il faut, en effet, compter davantage sur l'éveil des intelligences que sur une excessive réglementation. Il faut compter aussi, malgré tout, avec l'incompréhension, la sottise, les préjugés, avec les arriérés et les anormaux. Et ces derniers sont beaucoup plus nombreux qu'on ne pense.

Liek, qui n'a pas étudié la question sous cet angle, signale des abus évidemment criards, et dont nous avons parlé déjà: les maladies du lundi matin, les maladies de Noël, les faits de mendigoterie. Il faut compter avec les défauts d'organisation dont le principal est la création d'une excessive bureaucratie, d'une bureaucratie qui tend à vivre en dehors de l'institution, qui a des intérêts propres, qui veut enfermer la vie de l'assurance dans le cadre étroit de règlements administratifs sans tenir compte du côté technique et humain.

La principale critique que Liek adresse à l'assurance telle qu'elle fonctionne en Allemagne, et au fond telle qu'elle doit fonctionner partout, c'est que, supprimant le risque, elle abaisse les caractères. Dans toutes les classes sociales, car le reproche de Liek ne s'adresse pas seulement aux assurés sociaux, l'assuré veut tirer de l'assurance le maximum de bénéfice. Il en est en France comme en Allemagne, en fait d'assurance ordinaire comme d'assurance sociale. L'assureur et l'assuré cherchent l'un et l'autre à tirer quelque profit non prévu. Il n'est pas nécessaire de rappeler les exactions des assurances privées, leur mauvaie foi et leurs chicanes. On peut dire que cela crée un état d'esprit procédurier, non seulement dans les milieux ouvriers, mais dans les milieux bourgeois ; il paraît naturel dans notre société que l'assuré tire le maximum de l'assurance et que l'assurance essaye d'exploiter au maximum l'assuré. Cet état d'esprit persiste à la période où nous sommes, même quand une œuvre de solidarité se substitue à l'assurance capitaliste. On l'a tellement senti, que dans la plupart des lois sociales, on s'est efforcé de ne pas assurer la totalité du risque. C'est ainsi, par exemple, que dans les mutualités agricoles, en cas de sinistre, l'assuré ne touche que les deux tiers environ du dommage causé. Il en est de même pour la loi sur les accidents du travail et le législateur a prévu qu'il en serait de même en ce qui concerne les assurances sociales contre la maladie et l'invalidité. En tous cas, il faut tenir compte de cette mentalité quand on parle d'assurance, et ne pas s'étonner que dans le cadre social actuel, on soit obligé de prévoir les exploités de la solidarité quand une assurance sociale se substitue à une assurance capitaliste. On peut affirmer même que ces abus seront très nombreux dans l'assurance invalidité et maladie tant que l'esprit de solidarité de la classe ouvrière, l'esprit de classe, ne dominera pas dans l'assurance elle-même.

Si l'on veut que les ouvriers bénéficiaires de l'assurance n'abusent pas, il faut d'abord leur donner cette notion que les assurances sont faites exclusivement pour eux, dans leur intérêt. Pour bien le leur démontrer, rien ne vaut que de leur en donner la gestion.

Voilà pourtant que le Parlement se dispose, sur la proposition de M. Loucheur, ministre du Travail, à modifier le texte primitivement voté. Ce texte laissait aux assurés la possibilité de gérer eux-mêmes certaines caisses. Ce n'était qu'une possibilité ; on va la leur enlever, à la demande des grands patrons et des Chambres de commerce.

La fonctionnarisation des médecins

Le D^r Liek, dans son exposé, ne soulève pas ce coin du voile ; cette question ne l'intéresse pas. Il déclare que l'assurance a enlevé tout ressort à l'Allemagne, il se place au point de vue exclusivement national, en bon bourgeois allemand.

Ses critiques s'adressent surtout au milieu social actuel. Il ne veut pas le voir, et n'osant pas ou ne pouvant pas remonter aux causes profondes, il n'examine pas sérieusement la solution qu'on peut apporter au problème ; il ne propose pas de remède réel aux abus qu'il constate. Au fond il est opposé à toute assurance, mais il se sent incapable de remonter le courant et il s'arrête à une solution qui n'en est pas une quand il propose, pour mettre fin à tous les abus, de fonctionnariser les médecins.

Il oublie les abus qui peuvent naître du fonctionariat lui-même et qui sont particulièrement graves : manque de zèle, manque d'âme, distribution mécanique d'ordonnances au lieu de médecine saine.

Cette solution ne fait que retourner le problème. Ce ne sont plus les médecins qui suspecteront les

assurés de fraude, ce sont les assurés qui suspecteront les médecins.

On est surpris de ne pas trouver dans l'étude du D^r Liek la moindre allusion à la possibilité de résoudre ce problème par un contrat sérieux entre les caisses d'assurance et les syndicats médicaux. Il y a cependant des syndicats médicaux et des contrats en Allemagne, mais il semble bien qu'ils ne traitent pas de l'organisation des soins, c'est-à-dire de la partie technique du problème.

Il est curieux que ce soient précisément les adversaires des contrats qui se soient servis du livre de Liek pour combattre l'assurance dans les milieux médicaux. Pendant une assez longue période, en effet, les syndicats médicaux ont vu sous cet angle technique et professionnel le problème de l'assurance sociale. Ils acceptaient de contracter avec les caisses pour que soient déterminées les conditions du travail des médecins, la création et le fonctionnement des moyens techniques nécessaires à l'assurance (laboratoires, maisons de santé, sanatoriums, etc...). Cette période est passée ; sous l'influence de facteurs plus ou moins politiques, le syndicalisme médical a quitté cette position ; il s'est rangé désormais dans le clan des opposants bourgeois à l'assurance ; il s'est placé sur le même pied que le grand patronat et le gouvernement.

L'étape actuelle

La loi d'assurance est votée, après une assez longue période d'études et de négociations avec les milieux ouvriers principalement. Elle a été votée deux fois, par deux législatures successives. On s'imagine que la loi va être appliquée et, en effet, on semble faire le nécessaire pour qu'elle le soit. Les patrons, la Mutualité, les milieux politiques et professionnels s'efforcent d'en diriger la gestion, et l'on voit déjà naître les caisses mutualistes, les caisses patronales et les caisses diocésaines. C'est à qui essaiera de maintenir son influence sur les milieux ouvriers assurés.

Les élections surviennent ; elles sont plus à droite qu'on ne pensait. Brusquement la question de la loi est à nouveau soulevée. La campagne reprend dans les milieux patronaux, dans les milieux médicaux, dans les milieux gouvernementaux. C'est à qui déploiera le plus de zèle pour faire échec à la loi. L'exemple est tout à fait curieux : une loi a été votée qui déplaît aux milieux dirigeants. Avant d'être appliquée, on la remet sur le chantier. Sous prétexte que la charge qu'elle imposera aux agriculteurs sera lourde, on commence par modifier les dispositions qui touchent aux agriculteurs. Puis, sans que rien ne fasse prévoir cette attaque, on ajoute au texte rectificatif de la loi des dispositions qui enlèvent la gestion ouvrière. Même dans les caisses autonomes, on propose que la gestion soit faite, à parties égales, par les ouvriers assurés et par les patrons. On donne ainsi satisfaction complète aux milieux patronaux. M. Loucheur a bien interprété les élections.

Mais il y a plus. En même temps, les syndicats médicaux, qui ont suivi de près la campagne patronale, et qui sont si bien entrés dans les visées de M. Loucheur, déclarent que les médecins ne participeront pas à la loi. Le gouvernement feint de s'affoler. Il va jusqu'à examiner les moyens de ne pas appliquer la loi. Il lance un communiqué, ballon d'essai, dans lequel il est dit que peut-être on dissociera les diverses parties de l'assurance et que l'on appliquera d'abord l'assurance-invalidité, laissant de côté l'assurance-maladie. Une réaction trop légère de l'opinion ouvrière, qui n'a pas été exprimée d'ailleurs.

jusqu'ici par les milieux parlementaires, fait cependant reculer quelque peu le ministre du Travail. Après avoir déclaré que la loi serait dissociée, il affirme qu'il l'appliquera coûte que coûte.

Nous en sommes là : une bourgeoisie qui s'imagine avoir trop cédé et qui s'efforce de reprendre ce qu'elle avait cru politique de lâcher. Elle trouve à cela toutes sortes d'excuses, mais au fond elle raisonne comme Liek, et elle se dit que, si l'assurance allemande n'a pas donné aux milieux patronaux l'apaisement qu'ils recherchaient, sans doute l'assurance, telle qu'elle a été votée en France, malgré les précautions prises, est encore capable de donner des déboires aux milieux patronaux et gouvernementaux. Elle cherche donc à retirer le peu qu'elle a concédé.

S'il y avait une opinion ouvrière, elle aurait beau jeu à s'exercer. Mais où est l'opinion ouvrière ?

L. FONTIS.

LETTRE D'ANGLETERRE

Après la victoire électorale du Labour Party

Les élections britanniques se sont terminées par un triomphe du Labour party, plus important encore qu'il n'était généralement attendu. Dans le privé, des dirigeants bien informés n'escomptaient guère plus de 190 sièges pour les travaillistes et en accordaient une centaine aux libéraux. Dans les moments d'optimisme, on allait jusqu'au chiffre de 220 membres. Il y en a eu, en fait, 290, auxquels on peut ajouter deux ou trois indépendants. Pourtant, même avec ces chiffres, le parti n'a pas une majorité nette, et les 60 libéraux de Lloyd George tiennent la balance entre lui et les conservateurs.

Les libéraux ne peuvent pas, par eux-mêmes, former un gouvernement (on a calculé qu'une fois tous les postes officiels remplis il ne resterait plus que trois malheureux membres pour constituer le « rank and file », c'est-à-dire la masse des élus.) Mais, à l'heure qu'il lui plaira, le parti libéral peut renverser le nouveau gouvernement, et ce fait entravera les possibilités d'action socialiste du cabinet, plus encore que ne l'auraient fait les tendances de l'aile droite qui y constitue la majorité.

La méthode qui a amené la victoire ne manque pas d'intérêt. Une fois de plus, on a vu les résultats que produit l'esprit combatif, et on a constaté que l'adoption d'un mot d'ordre de classe (et pas nécessairement les mots : lutte de classe) aide beaucoup à éveiller l'enthousiasme. Par exemple, à Birmingham, depuis quarante ans forteresse conservatrice, le Labour party a enregistré une série de succès, assurés, dans une large mesure, en remplaçant les sages et incolores mots d'ordre présentés par les dirigeants par une campagne sur la suppression par les conservateurs des distributions de lait aux enfants nécessaires.

« QUI A VOLÉ LE LAIT DES PETITS ? »

affolait les candidats conservateurs à tous les coins de rue et ralliait la classe ouvrière, et surtout les votes féminins, autour du Labour party.

Le nouveau cabinet travailliste, en raison même de sa victoire électorale imparfaite, est encore une fois un cabinet représentant largement l'aile droite. Et il n'y a pas, comme toute, à regretter ce fait car, puisque le gouvernement peut faire aboutir seulement des mesures que les libéraux voteront, il est assez naturel qu'il soit composé d'hommes qui peuvent en conscience défendre de telles mesures. Un gouvernement, par exemple, qui refléterait dans sa majorité

les tendances de Maxton, Lansbury, Wheatley, se devrait de proposer immédiatement des mesures d'un socialisme accentué. Il ne tarderait pas à être renversé, et aux élections qui suivraient il serait vaincu. Ceci pour plusieurs raisons : la première, parce qu'il n'aurait pas eu le temps d'apporter des résultats intéressants pour la majorité des travailleurs; en second lieu, parce que le Labour party est misérablement pauvre, et que ses ressources ne pourraient subvenir aux frais de nouvelles élections; enfin, parce que le corps électoral anglais a toujours été opposé à des élections fréquentes, et qu'il montrerait sa mauvaise humeur en faisant subir une défaite au parti qui le dérangerait sans nécessité.

Dans une telle situation, il est clair que l'action du nouveau cabinet sera surtout négative, — il réparera le mal fait par le dernier gouvernement. Par exemple, il abrogera le *Trade Union Act*, qui a sérieusement réduit le droit de grève; il y a aussi la reprise des relations avec la Russie, la ratification de la convention de Washington sur les 8 heures, et cette ratification entraînera celle de plusieurs autres pays. (Plusieurs, et quelques-uns assez importants au point de vue industriel, n'ont accepté la ratification qu'à la condition que la Grande-Bretagne l'adopte également, escomptant sans aucun doute le maintien du gouvernement conservateur.) Il y aura aussi une conférence avec l'Amérique pour la réduction des armements. Il y aura probablement une réduction des forces militaires et des changements dans l'assiette de l'impôt. Plusieurs impôts directs frappant les travailleurs pourront être abolis.

Dans ce cabinet, deux hommes ont reçu la mission de préparer un projet pour remédier au chômage, ce qui est le plus urgent des problèmes du gouvernement. Ces deux hommes, J. H. Thomas et George Lansbury, représentent respectivement l'extrême-droite et l'extrême-gauche.

Etant donné les possibilités limitées du gouvernement, telles qu'elles sont esquissées plus haut, ce sont les idées associées au nom de Thomas plutôt que celles de Lansbury qui prévaudront. Par exemple, dans la question des mines, le plan du Labour party qui est de les nationaliser en même temps que seraient nationalisées en vastes industries socialisées les industries de l'éclairage, de la force motrice, de l'électricité, ce plan du Labour est hors de question. Il est beaucoup plus probable que le gouvernement se contentera d'imposer, avec un contrôle général de l'Etat, une « rationalisation » des mines par des capitalistes intelligents comme Lord Melchett (Sir Alfred Mond).

Ces mesures de « réparation des dommages » occuperont le gouvernement travailliste au plus pendant un an. Peut-être serait-il plus exact de dire qu'après un an environ, « the rank and file », la masse du Labour party, commencera à demander qu'on avance un peu plus. Le gouvernement ne pourra ou ne voudra peut-être pas le faire. On ne sait trop sur quel sujet les difficultés naîtront. Ce sera probablement sur une question industrielle; il est tout à fait possible que ce soit sur la question des mines. Les mineurs sont dans une grande détresse, et il n'y a pas de réorganisation possible des mines — pas même par une révolution communiste — susceptible de redonner du travail à 150.000 d'entre eux. Ils attendent pourtant du gouvernement travailliste une prompte amélioration de leur sort. Dans cette éventualité, il sera difficile de conserver l'unité du mouvement travailliste.

Il est aussi possible cependant que d'ici là le Parti libéral se soit effrité ou se soit partagé en deux moitiés, l'une soutenant Mac Donald, l'autre Baldwin, — UN COMMUNISTE ANGLAIS,

DE KOÇEILA A ABD-EL-KRIM

“ Les siècles obscurs du Maghreb ”

M. Gautier a publié sous ce titre, chez Payot, un ouvrage d'une lecture passionnante. Le « Maghreb » (ce qui signifie l'Occident en arabe), c'est en gros l'Afrique du Nord, et les « siècles obscurs », c'est le haut moyen âge, la période qui s'étend de la fin des dominations punique, romaine, vandale et byzantine à l'arabisation de l'Afrique (VII^e au XII^e siècle environ). Mais comme une période historique quelconque est incompréhensible en elle-même, M. Gautier relie ce haut moyen âge, par des aperçus très intéressants, aux périodes précédente et suivante, en sorte qu'il nous donne une vision de l'histoire générale du Maghreb.

Du matérialisme historique

En quoi cela est-il neuf ? Pas en soi, évidemment. Il existe depuis longtemps des histoires de l'Afrique traitant de cette période qui fut la « grande époque » (conquête de l'Espagne et de la Sicile). Mais qu'elles sont peu compréhensibles, ces successions de guerres, de querelles de chefs, d'assassinats, de dynasties et d'empires-champignons qui naissent, s'épanouissent et croulent en une demi-page ! Gautier a entrepris de clarifier cette histoire, de la rendre vivante, et tout naturellement, s'étant demandé quels sont les grands courants moteurs qui gisent sous cette agitation de surface, il arrive à des conclusions matérialistes.

Le grand fait dominant, le voici : l'Afrique du Nord est peuplée par deux groupes de gens (Berbères tous deux), dont les moyens de production sont très différents : les sédentaires, qui vivent de la culture du sol, et les nomades, qui vivent du parcours des solitudes steppiennes. (Comment ? le nomadisme, le vagabondage collectif, est un moyen de production ? Mais oui, puisqu'il est indispensable à la découverte de maigres îlots de pâturage nécessaires à l'élevage du bétail.)

Ces genres de vie si différents entraînent de grandes différences de caractère. Il s'ensuit que les deux groupes seront très difficiles à réunir sous une même discipline ; comme, de plus, leur limitation géographique n'est pas très nette, qu'en bien des endroits ils se pénètrent l'un l'autre, il en résulte une grande difficulté à la constitution unitaire du Maghreb.

Ce grand fait est toujours présent à l'esprit de Gautier. Les sédentaires représentent l'élément le plus apte à la constitution d'une nation et d'un État mograbin ; mais, pour cet objet, il est indispensable qu'ils tiennent dans l'obéissance, en respect, la masse des tribus pillardes. Pour employer une expression à la mode, l'État nord-africain suppose la dictature des paysans sédentaires. Cette condition a été réalisée pendant plus d'un siècle (X^e et XI^e siècles environ). Sous la direction des Kabyles Souhadja, l'Afrique, libre de tout maître étranger, a alors joui d'une prospérité « fabuleuse ». L'œuvre était-elle durable ? Pouvait-elle réaliser les condi-

tions d'une indépendance définitive de l'Afrique ? C'est fort possible. Malheureusement, un fait imprévu est venu briser son assise, la prééminence du sédentaire sur le nomade : ce fut la deuxième invasion arabe, l'arrivée des Bédouins, les nomades peut-être les mieux caractérisés de la planète, qui rompit l'équilibre au profit de l'élément nomade.

Voulez-vous un autre exemple de l'esprit matérialiste de Gautier ? C'est à propos de la période romaine. Il ne nous expose point l'œuvre politique et administrative de Rome en Afrique ; ce n'est pas son objet et d'autres l'ont retracée. Mais il est un fait qu'il ne peut passer sous silence : l'apparition d'un nouvel instrument de production à l'époque romaine, je veux parler du chameau. Cette bête est évidemment un instrument important puisque c'est justement elle qui a permis le grand nomadisme. Rome, en introduisant ou en laissant introduire le chameau au Maghreb, a modifié l'équilibre social et changé les destinées du pays. Sans cette antilope orientale, l'« Occident » serait peut-être arrivé à s'appartenir !

On pourrait encore citer comme exemple de l'esprit réaliste de l'auteur le soin qu'il prend à signaler la nécessité pour un État mograbin d'avoir une base qui réalise l'union des citoyens de ce qui est aujourd'hui la Tunisie et des paysans d'Algérie. C'est le problème du « bloc ouvrier et paysan » dont la révolution russe nous a fait apparaître l'importance.

La démocratie des sédentaires

Voici donc un ouvrage d'un réel intérêt. Un fait cependant nous chiffonne. Gautier parle des Berbères et même des Berbères non islamisés comme s'ils avaient la conception absolutiste, despotique, théocratique de l'« État oriental ». Les mots de dynastie, trône, sultan, règne, se retrouvent constamment dans son texte, et cela indifféremment, qu'il s'agisse de Berbères nomades, de sédentaires ou d'Arabes authentiques. Cela nous choque. Nous sommes bien habitués à considérer que si les nomades sont facilement organisables sous le régime militaire et guerrier de l'autocratie, il en va tout autrement des sédentaires. Ceux-ci représentent non seulement le principe démocratique, mais encore l'organisation anarchique et fédérale. Le mot « Kabyle » (qbaïl), que les gens de la conquête française ont pris pour un nom de race, est simplement une appellation que se donnent entre eux les montagnards et qui signifie « fédéré ». Leur organisation fédérale a été fort bien étudiée par le général Hannotau dans son grand ouvrage « Mœurs et coutumes kabyles » et aussi par Masqueray dans sa thèse sur la formation de la cité chez les populations sédentaires d'Algérie. Tous deux donnent la

(1) « Le déshonneur entre chez un homme avec la charue », parole prêtée à Mahomet.

même note : l'organisation kabyle est extraordinairement démocratique.

En deux mots, voici son schéma. La cellule de base est le village (taddarth), c'est-à-dire soit l'agglomération assez importante, dont le mot village évoque en nous l'idée, soit simplement le groupe de cinq ou six maisons de pauvres paysans grattant la même colline. Le village s'administre lui-même par l'assemblée (ou djemaa) de tous les mâles adultes (1). Cette djemaa, qui se réunit très souvent et a tout le pouvoir effectif, nomme un représentant du village, un « amine ». Divers villages se fédèrent et nomment un « amine des amines ». C'est seulement très exceptionnellement que des fédérations se réunissent et prennent un chef commun. En général, il s'agit alors de se défendre contre un envahisseur guerrier; mais la confédération est toute temporaire, étroitement limitée à son objet, résiliable, et en fait, résiliée dès qu'elle a atteint son but ou échoué. D'autres fois, on se réunit encore plus temporairement pour discuter d'une question juridique : pas bien longtemps avant l'occupation française, le Djurdjura avait tenu une assemblée pour déterminer la condition civile de la femme, son aptitude à la propriété et à l'héritage.

J'entends bien que je parle ici des Berbères du XIX^e siècle et qu'il y a peut-être quelque outre-cuidance à plaquer leurs caractéristiques sociales sur ceux du VI^e. Cependant ce n'est peut-être pas si absurde que ce le serait de la France à la Gaule. Cette société berbère est infiniment plus statique ou stagnante que la nôtre. On peut poser en principe qu'elle a infiniment moins changé que la nôtre durant le dernier millénaire et demi. Qu'est-ce qui fait le changement d'une société? C'est la différenciation des classes. Or, les Berbères sédentaires semblent avoir toujours été un peuple de petits paysans. On ne signale pas chez eux une aristocratie foncière (féodalité), puis une accumulation capitaliste commerciale ou industrielle (bourgeoisie). Ils ont toujours manqué de cette « armature d'argent » que Gautier dit « nécessaire pour supporter un grand édifice social et politique, base indispensable de toute civilisation » mais qui est surtout nécessaire à la différenciation d'une société en classes, à la constitution d'une société dynamique ou rapidement évolutive. A un autre point de vue, il semble bien que la théorie du « progrès » suivant laquelle les sociétés humaines vont de l'autocratie à la liberté ne soit qu'une illusion, un mensonge bourgeois, et qu'au contraire, jusqu'à la suppression des classes par la révolution socialiste, les groupes humains vont de la liberté à la dépendance. D'autre part enfin, que les Berbères aient subi cette grande évolution du despotisme au fédéralisme très

(1) Dans chaque village kabyle, il existe aujourd'hui encore une djemaa ou lieu de réunion populaire. Certaines sont très pauvres, mais toujours on y remarque un certain souci d'élégance. Elles sont d'abord situées en un lieu pittoresque et présentent, au lieu des quatre murs nus de la maison kabyle, une petite verandah où l'on peut s'étendre à l'ombre et jouir du coup d'œil.

Naturellement, le premier soin de l'Administration française a été de briser cette organisation populaire et fédérale et de lui substituer la sienne, autoritaire et centraliste (gouverneur, administration, caïds). Mais, en bien des circonstances, la djemaa ressuscite et clandestinement revise les décisions de l'autorité : ainsi pour l'attribution annuelle de certaines terres communes.

démocratique, rien ni personne ne nous le dit, et si nous la supposons nous ne savons ni où la situer ni comment l'expliquer.

Nous pensons donc que Gautier aurait pu écrire son histoire en faisant un bien moins grand usage de mots autocrates (dynastie, trône, règne), en s'appuyant, au contraire, sur l'idée fédéraliste, et que sa peinture y aurait gagné en vérité.

De Koçeila...

Prenons un exemple.

Lorsqu'aux premières décades de l'Hégire (1), les Arabes entreprirent l'invasion du Maghreb, ils se heurtèrent à une vive résistance, et très efficace, à laquelle s'attachent deux grands noms : Koçeila et la Kahena. Koçeila, en 61 ou 62 (de l'Hégire) défit et massacra les guerriers de l'Arabe Sidi Okba, à côté de Biskra, emportant ainsi une victoire totale; en 67, il mourut en combattant près de Kairouan perdant, dit Gautier, « le trône et la vie ». Deux ans après, un nouvel assaut des troupes arabes se brisa contre celles que conduisit la Kahena (2), une Berbère juive d'une tribu différente de celle de Koçeila, et la défaite des Arabes est telle qu'ils refluèrent jusqu'à Tripoli. Ils ne pourront tenter de nouvel assaut jusqu'en 74, date à laquelle la Kahena est tuée. Ainsi, en deux années, voici deux héros, extrêmement différents, n'ayant aucun lien de sang, l'un chrétien et l'autre juive, qui mènent au combat très vraisemblablement les mêmes gens. Or, Gautier veut en faire des « rois », des représentants de « dynasties ». Au sens occidental de ces mots, ce n'est pas acceptable. Comment une dynastie que Koçeila aurait couverte de gloire en vainquant puis en mourant les armes à la main, serait-elle tout à coup renversée? Et cela sans qu'on n'en sache rien, sans même que l'on connaisse son successeur? Car, pour Gautier, la « reine » Kahena, n'a pas pris la suite de la « dynastie » Koçeila. Elle aurait « régné » sur d'autres gens et les aurait menés à la bataille indépendamment des anciens sujets de Koçeila, rentrés dans l'ombre. Vu l'importance du danger, vu l'extrême proximité géographique des points où nous rencontrons les deux héros, tout cela paraît bien invraisemblable. Les choses s'expliquent bien mieux si l'on suppose que les mêmes tribus (les tribus de l'Aurès) confédérées, étaient en action dans les deux circonstances, mais que Koçeila ayant été tué, la confédération s'est refaite avec un autre chef. D'ailleurs, cette conception dynastique est si contraire à la vraisemblance, qu'à plusieurs reprises Gautier est obligé d'abandonner les mots du genre règne, trône, etc. « La tribu Aureba, dit-il, a joué un rôle bref mais brillant sous son « chef » Koçeila » (p. 212). Il ne s'agit déjà plus de « roi »! « Les « tribus groupées derrière Koçeila » (et non plus sur lesquelles régnait Koçeila!) gardèrent un contact étroit avec le christianisme et la latinité » (p. 242). « Ce sont les gens

(1) L'Hégire est l'ère musulmane; elle part de Mahomet comme la chrétienne de Jésus.

(2) Dans ce mot, vous reconnaissez le mot *Cohen*, si répandu.

Le fait de voir au VII^e siècle une femme à la tête d'une tribu berbère ne peut-il pas être rapproché de la grande importance que la femme conserve aujourd'hui encore chez d'autres Berbères, les Touaregs?

de la tribu de la Kahena qui deviennent les « porte-drapeau » du Maghreb tout entier » (p. 242). « Les Arabes ont trouvé devant eux un « faisceau » de tout le Maghreb, Latins et Berbères, sédentaires et nomades » (p. 248). Et encore : « Le général arabe, ayant réussi à semer la désunion parmi les « adhérents » de la Kahena... » Les tribus groupées derrière un chef, les porte-drapeau d'une cause, un faisceau de tribus, les adhérents d'un chef de tribu, cela paraît être tout à fait les expressions que « nos » officiers marocains emploient tous les jours en parlant des Kabyles du grand Atlas ou du Rif, elles paraissent exclusives des idées de trône et de dynastie.

On pourrait multiplier les exemples. Partout où Gautier parle de souverains berbères, nous voyons, en réalité, qu'une confédération effectuée pour un but déterminé; la personnalité du chef confédéral, et même sa nationalité, importent peu : ce qui importe, c'est l'« union » pour la tâche à remplir.

...à Abd-el-Krim

Cette confédération des « fédérés », c'est justement le phénomène que nous avons eu sous les yeux il y a quelques années : l'union des tribus rifaines contre l'envahisseur. Abd-el-Krim fut un chef occasionnel suivi à cause de ses capacités, non de sa naissance. Et si nous avons insisté un peu longuement, c'est justement parce que le caractère démocratique des mouvements analogues paraît, malgré l'effort de Louzon (1), beaucoup trop ignoré de notre public. (Et il ne faut pas compter sur les bourgeois pour le lui faire connaître) !

En 1925, « Clarté » a demandé aux « intellectuels de gauche » : « Que pensez-vous d'Abd-el-Krim et de sa lutte contre notre impérialisme ? » et publié les réponses. Ces braves intellectuels ont tous manifesté une superbe ignorance. Pour eux, Abd-el-Krim était un roitelet d'image d'Épinal, un féodal, l'être le plus moyenâgeux (au sens européen) qui soit. Et alors, ils se perdaient en multiples subtilités et scrupules pour savoir s'il ne valait tout de même et peut-être pas mieux que notre impérialisme. Mais que nous occupons-nous des intellectuels ? Leur ignorance en dehors de leur « vitrine » sera de tous les temps... et il vaudrait mieux s'occuper du grave état d'esprit qui consiste à les aller interroger.

Mais voici qui est plus grave : le parti communiste continue à tenir pour excellent, malgré l'absolue stérilité qu'il manifesta, le « mot d'ordre » qu'il émit alors par la bouche de Treint : « Soldats français, soldats rifains, fraternisez ! » Vous entendez bien que fraterniser; cela ne veut pas dire trinquer ensemble. Les soldats allemands et français, et plus encore russes et allemands, quand ils ont, du fond de leurs tranchées, soufflé ce mot d'ordre à Lénine, s'ils n'avaient fait que cela, Lénine se serait détourné. Mais, on ne fraternise que « contre » quelque chose. Les soldats fraternisaient « contre » la guerre, « contre » l'impérialisme. Alors, dire aux soldats français et rifains : « fraternisez, c'était leur dire : « Marchez à la fois contre Abd-el-Krim et l'impérialisme », c'était prendre le chef de la

Confédération rifaine pour un roi nécessairement haï, c'était méconnaître son principal caractère d'incarnation d'une volonté populaire. Non, le mot d'ordre « juste », si comme en 1916, on eût été dans l'attente d'une solution catastrophique de la crise, c'eût été : « Soldats français, faites le jeu d'Abd-el-Krim, passez aux rebelles ! » Mais on était loin d'attendre cette issue grandiose; on voyait l'impérialisme bien trop solide sur ses jambes et capable de venir finalement à bout d'une insurrection coloniale, même beaucoup plus étendue que celle du moment. Et alors le mot d'ordre était, dès avant l'ouverture des hostilités : « Pas de guerre ! »; et sitôt leur début : « L'armistice, la paix ! » Absolument la position des camarades de la R. P. — quoi qu'en dise le camarade hindou, M. N. Roy que nous aimions bien, mais qui s'est conduit comme un paltoquet (1).

Nous voilà loin de notre sujet, et M. Gautier, si jamais il lisait ces lignes, s'ébaudirait du haut de sa chaire de l'Université d'Alger, de nous voir, partis de lui, arrivés sur un terrain si brûlant. Assurément ! mais je m'étonne, moi, de son étonnement éventuel : sa conception matérialiste de l'histoire est excellente, mais peut-être n'est-elle qu'instinctive et qu'il ne l'a pas poussée et systématisée. C'est possible. Et regrettable ; il aurait eu grand intérêt à le faire. Si sa conception de l'impérialisme était mieux assise, il n'en serait pas à s'étonner d'une façon charmante de voir l'oasis d'In Salah conquise en pleine paix par un préparateur de géologie en mission « scientifique » appuyé par la troupe.

J. PÉRA.

(1) Voir sa brochure « Les Alliés internationaux de l'Opposition du P. C. de l'U. R. S. S. »

Notes Economiques

FORD, NOUVELLE RECRUE DE LA STANDARD-FARBENINDUSTRIE

Le trust Standard-Farbenindustrie était à peine constitué (1) qu'il s'enrichissait d'un nouvel élément, et d'un élément d'importance : Ford. Au pétrole, au produit chimique et à l'acier, s'ajoutait l'automobile.

C'est là un événement d'autant plus important que Ford était jusqu'en ces derniers temps l'un des plus typiques et des plus importants représentants du capitalisme indépendant. A peu près seul des grands industriels américains, Ford était indépendant, des grands trusts mondiaux. Sauf le caoutchouc, Ford possédait et exploitait des sources de toutes les matières premières nécessaires à la construction automobile; propriétaire, avec sa femme et son fils, de toutes les actions de la Société Ford, et pouvant faire facilement face aux dépenses d'agrandissement de ses usines par simples prélèvements sur ses bénéfices qui étaient colossaux, Ford n'avait nul besoin des banques. Ainsi, Ford se suffisait à lui-même, aussi bien industriellement que financièrement.

Mais la concurrence de la General Motors changea tout cela. Solidement intégrée, elle, dans un trust, le trust Morgan, la General Motors mit Ford presque knock-out, au cours de ces deux dernières années. Non

(1) Voir R. P. de juillet 1925.

(1) Voir la R. P. du 15 juin 1929.

seulement Ford dut fermer ses usines de longs mois, afin de mettre au point d'extrême urgence un nouveau type de voiture, celui qui avait fait sa fortune ne trouvant plus d'acheteurs, mais, en outre, Ford qui, en 1925, vendait encore 42 % de toutes les voitures vendues en Amérique, n'en vendait plus que 14 % en 1928, alors que la General Motors voyait, au contraire, sa part monter, durant le même temps, de 20 à 42 %. Dans ces conditions, les prodigieux bénéfices de naguère se transformèrent en pertes. Alors que, précédemment, Ford faisait, bon an mal an, une centaine de millions de dollars de bénéfices, soit deux milliards et demi de francs par an, il subit en 1927 une perte de 42 millions de dollars, et en 1928 une autre de 72 millions de dollars, soit, au total pour les deux années, près de trois milliards de francs.

On comprend dès lors pourquoi Ford fut amené à rechercher un appui extérieur contre ses concurrents. Cet appui, il ne pouvait le trouver qu'auprès du trust rival de celui auquel appartient la General Motors, c'est-à-dire auprès de la Standard Oil. Depuis déjà quelque temps, certains faits avaient permis de supposer que Ford avait partie liée avec la Standard; en tous cas, aujourd'hui, le doute n'est plus permis : on a appris, en effet, récemment et presque simultanément, d'une part que Ford entrait dans le Conseil d'administration de l'American I. G. Corporation, la grande affaire d'industrie chimique que la Standard et la Farben viennent de monter en Amérique pour contrebattre la Dupont de Nemours, de Morgan, et que, d'autre part, Ford allait construire en Allemagne une seconde usine d'automobiles avec des capitaux dont 40 % seraient fournis par la Farben, cette dernière opération étant manifestement la réplique au récent achat de la plus importante maison d'autos allemande, la maison Oppel, par la General Motors.

Ainsi, le dernier grand spécimen du capitalisme indépendant américain disparaît. Même dans cet industrie de la construction mécanique qui semblait, il n'y a pas encore très longtemps, devoir être rebelle à la trustification, il n'y a plus de place pour des industries indépendantes. Comme Citroën, il y a deux ans, était obligé de se réfugier au sein de la banque Lazard et du Comité des Forges, Ford, aujourd'hui, est obligé de se réfugier au sein du trust Standard-Farbenindustrie; il y trouvera l'appui qui lui est nécessaire contre la General Motors, en même temps que le trust de la Standard trouvera par lui le moyen de concurrencer le trust Morgan dans un nouveau domaine.

LE SCANDALE DU METRO

La convention entre la Compagnie du Métropolitain et la Ville de Paris, qui avait encore un quart de siècle à courir, vient d'être brusquement annulée et remplacée par une autre. Motif : cette convention allait devenir trop avantageuse pour la Ville.

Cette convention datait de l'après-guerre immédiat; c'était l'époque où les prix de toutes choses variaient considérablement et constamment, l'époque où, aussi bien politiquement qu'économiquement, on ne savait pas trop où on allait, époque d'incertitude et de dangers : la Compagnie du Métro jugea alors prudent de passer la main. Elle passa la propriété de son exploitation à la Ville de Paris, dont elle devenait simplement le régisseur intéressé. Par cette convention de 1921, la Ville assumait désormais tous les risques et toutes les charges de l'exploitation, et en percevait les bénéfices, la Compagnie n'ayant droit pour sa gérance qu'à une rémunération fixe, dépendant seulement de l'importance du trafic. Ainsi, quoi qu'il advienne, quels que soient les avatars par lesquels les tribulations du franc fassent passer l'exploitation du métro, la Compagnie était parée; elle

continuerait, en tous cas, à toucher sa rémunération.

Aujourd'hui, la situation est changée. Le franc est stabilisé. Tout a repris à peu près son cours normal. L'exploitation du Métro ne court plus d'aléa. Dès lors, que la Ville disparaisse! Plus de régie, intéressée on non! Puisqu'il n'y a plus de risques à prendre à sa charge, la Ville n'a plus rien à faire; du moment que les bénéfices sont certains, il faut qu'ils reviennent à la Compagnie! C'est le pourquoi de la nouvelle convention.

Celle-ci était d'autant plus urgente que si les primes, qui étaient données à la Compagnie sous le régime de la convention de 1921 pour la rémunérer de sa gérance, augmentaient avec l'importance du trafic, elles n'augmentaient pas proportionnellement à celui-ci. A partir du moment où le trafic atteignait un certain niveau, les primes n'augmentaient plus que très faiblement. Or ce niveau est maintenant atteint; la presque totalité des bénéfices supplémentaires produits par l'accroissement du trafic devaient donc désormais aller à la Ville. Et cet accroissement s'annonce comme devant être considérable du fait de l'ouverture de nouvelles lignes et du prolongement des lignes en banlieue. D'où l'urgence d'éliminer la Ville, de substituer à l'ancien contrat de régie intéressée, que rien n'obligeait la Ville à annuler, un nouveau contrat où il n'y ait plus de régie.

Disons le mot : cet abandon par la Ville de Paris de l'ancienne convention, au moment précis où les bénéfices que cette convention devait lui rapporter allaient être maxima, et alors que la Ville a eu à supporter tous les risques de la période intermédiaire, est un scandale, un scandale à côté duquel les scandales soigneusement montés des affaires Hanau et consorts, sont évidemment moins que rien.

Et cependant...

Supposons que le Conseil municipal de Paris n'ait pas, comme c'est le cas, une majorité éminemment conservatrice, toute disposée, par principe, à favoriser tout ce qui est capitaliste; supposons également, chose à vrai dire tout à fait invraisemblable, que ce Conseil soit composé exclusivement d'hommes intègres, d'hommes qui ne voient pas dans toute affaire soumise à leurs délibérations une simple affaire de pots de vin à toucher, aurait-il pu en être autrement? En fait, cette nouvelle convention entre la Ville et le Métro se produit en même temps que la décision de prolonger les lignes de métro en banlieue. Or, il est bien évident que le prolongement en banlieue est une chose qui s'impose; il est bien évident, d'autre part, que ces prolongements ne peuvent pas être exploités par un autre Compagnie que celle qui exploite les lignes de Paris : on ne peut pas, en venant de la mairie d'Issy ou du fort de Vincennes, changer de train et reprendre un billet en passant sous la barrière. Dès lors, la Compagnie qui avait reçu la gérance du métro parisien jusqu'en 1955, mais seulement du métro parisien, était en droit de se refuser à la gérance du métro de banlieue, tout en gardant celle du métro de Paris, ce qui rendait pratiquement impossible jusqu'en 1955 l'exploitation des prolongements de banlieue. Du moment que c'était une nécessité de prolonger les lignes de banlieue, c'était donc une nécessité de se soumettre aux conditions de la Compagnie, de résilier l'ancienne convention et d'en faire une nouvelle, aux conditions imposées par la Compagnie. *Quelle que fût la composition du Conseil, celui-ci ne pouvait que s'incliner.*

La raison profonde de cela est que, si l'ancienne convention avait bien passé à la Ville toute la propriété de l'entreprise, la Ville, en faisant de la Compagnie son gérant, avait abandonné à celle-ci le commandement technique de l'entreprise. Or, qui commande la technique, commande le tout. Toujours, celui

qui, seul, peut exécuter ou ne pas exécuter, finit par imposer sa volonté. Etablissez tous les liens juridiques ou politiques de subordination que vous voudrez, si vous avez abandonné la barre de la technique, celui auquel vous aurez livré celle-ci sera toujours votre maître. Le Sovyet bolchevik de Moscou serait aussitôt désarmé en face d'une Compagnie concessionnaire de son métro que l'est le Conseil Municipal réactionnaire de Paris.

UN NOUVEAU MOYEN DE FAIRE PASSER DES SALAIRES DE FAMINE

On sait combien le Français se préoccupe de l'« avenir » de sa progéniture. Combien de parents sont prêts à accepter pour eux une vie de galériens si cela peut permettre à leur fils de devenir un « monsieur » !

C'est ce qu'a très bien compris la Compagnie du Midi, qui vient d'imaginer de donner à un certain nombre de fils de ses agents, même de ses agents les plus modestes, des bourses pour les « grandes Ecoles » (Polytechnique, Centrale, etc.). « Nous avons voulu ainsi, disait le président du Conseil d'administration à la dernière assemblée des actionnaires, permettre au fils du plus modeste cheminot d'atteindre aux plus hauts emplois du réseau. ... Chaque agent saura qu'ainsi son fils, s'il est intelligent et travailleur, pourra quelque jour être appelé aux plus hauts postes de la Compagnie, sans exception. »

Le cantonnier, l'homme d'équipe de la Compagnie du Midi, saura se contenter désormais, sans se plaindre, du salaire de famine qui lui est donné, car il pensera qu'il aura peut-être un fils qui sera peut-être un jour directeur de la Compagnie. Les bourses coûteront quelques dizaines de milliers de francs par an à la Compagnie; elles lui permettront d'économiser des millions sur les salaires. Les dirigeants de la Compagnie du Midi s'entendent en affaires.

R. LOUZON.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

CHEZ LES MINEURS DE LA LOIRE.

Les fossoyeurs à l'œuvre

Non contents d'avoir discrédité l'organisation syndicale unitaire des mineurs par leurs fautes pendant la grève, les dirigeants du P. C. dans la Loire viennent de lui porter un bien mauvais coup lors des élections des délégués mineurs en faisant exclure plusieurs des meilleurs militants des syndicats.

Après l'échec de la grève, il avait fallu chercher des responsables. Ce fut le travail « d'autocritique » qui permit de les découvrir. Et ces responsables, ce sont, nous le savons, les vieux militants qui n'avaient pas toujours approuvé pleinement les grands stratèges du P. C. et de l'*Humà*, c'est-à-dire Servel, Deville, Guéton, N. Giraud...

Ces hommes, qui avaient su rester en contact avec la masse et qui avaient sa confiance, eux qui étaient et sont encore capables d'observer et de juger sagement ce qui se passe autour d'eux, n'interposant pas entre la réalité et eux les thèses fantaisistes des fonctionnaires du parti, étaient gênants. Il fallait s'en débarrasser.

S'en débarrasser, oui. Mais il fallait le faire sans bruit, car on risquait de mécontenter et de désorienter la masse; on risquait de se casser les reins, comme à la réunion de La Ricamarie. On se bornait donc à saper leur influence dans les sections syndicales; on agissait en dessous; on faisait courir des bruits... Puis, finalement, lorsque viendrait le renouvellement du bureau syndical, des C. A. des caisses de secours, des délégués mineurs, on ne les représenterait pas; on présenterait des jeunes, plus dociles, plus aptes à recevoir et à exécuter des ordres. On caserait les plus purs.

La désignation des candidats délégués-mineurs

Lorsque arrivèrent les élections des délégués mineurs, les jeunes adeptes de Staline croyaient pouvoir se débarrasser sans difficultés des plus réfractaires : Servel, Guéton, N. Giraud, Benoît Faure... (Même Bastion et Darne étaient sur la balance.)

Dégoûtés de la sale cuisine des jeunes dictateurs, les vieux semblaient résignés et incapables de réagir. Aussi la fraction communiste du syndicat régional, le syndicat unique comme on l'appelle, établit-elle sa liste avec l'espoir de l'imposer sans rencontrer de résistance.

A la C. E. du syndicat unique, ce fut facile.

Vous pourriez croire que, dans un syndicat régional, avant de prendre une décision, on demande l'avis des sections. Non, ça se passe beaucoup plus simplement.

On convoque les délégués des sections. Que ceux-ci aient ou n'aient pas un mandat sur les questions à l'ordre du jour, on propose, on discute... et les délégués font exécuter les décisions dans leurs sections. La section n'élabore pas, ne propose pas, elle exécute.

Ainsi, à la C. E. du 26 mai, on rassembla les délégués, peut-être aussi les délégués mineurs sortants du syndicat — pas Nicolas Giraud. — On attribua à chaque section un ou plusieurs candidats, selon qu'il y en avait un ou plusieurs à élire; la C. E. ratifia; ainsi la liste des candidats officiels du syndicat était arrêtée, sans tenir compte du choix fait par les sections ou syndicats locaux.

Le syndicat de La Ricamarie, par exemple, avait décidé de présenter Servel; on lui imposait Royet. Le syndicat de Roche-la-Molière voulait présenter Allot, Moulin; on lui imposait Bancel. Interdit de rouspéter. Les candidats désignés par des sections seraient considérés comme indisciplinés; les sections n'ont pas d'avis à émettre.

Candidats indisciplinés

Mais dans les sections, dans les puits, on ne comprend pas pourquoi les militants qui ont la confiance dans la localité sont évincés par une C. E. qui siège à Saint-Etienne.

A Montmartre, on ne comprend pas que Renoux ne soit pas présenté, lui qui a la confiance, qui est convoqué par la Compagnie et père d'une nombreuse famille.

A Terrenoire, on ne comprend pas qu'on évince Guéton, fondateur et animateur du syndicat, président de la Caisse de secours, pour le remplacer par un incapable.

Aussi, sous la pression de leurs compagnons de lutte et de la masse, Renoux, Guéton, sont candidats. Nicolas Giraud se représente, Servel, Allot, Moulin, Nodier, désignés par leur syndicat, osent se présenter! Ah! les traîtres, les vendus! Le *Mineur rouge* (journal d'entreprise), les tracts, déversent sur les indisciplinés les pires calomnies.

Servel est un traître; on l'a vu serrer la main à

un ingénieur. Guéton qui, trois semaines auparavant, était pressenti et pressé d'entrer dans la liste communiste, aux élections municipales, parce que militant populaire qui a la confiance des travailleurs, est, d'après les affiches et le *Mineur rouge*, vendu à la Compagnie depuis déjà longtemps. Le *Mineur rouge* le représente serrant la main à l'ingénieur qui, pour le remercier des services qu'il a rendus à la Compagnie, lui envoie des chars de charbon et de fumier. Cela sans la moindre preuve, naturellement.

Et comme le syndicat unique ne peut garder des traîtres, des indisciplinés, il annonce bruyamment, par affiche et par tracts que Servel, Guéton, N. Giraud, Allot, Moulin... sont exclus.

Vous pensez quel effet cela a dû produire dans la masse. « Comment, disaient des mineurs à un indiscipliné, le syndicat t'a désigné... et, sur l'affiche, sur le tract, on dit que le vrai candidat du syndicat c'est un tel. C'est à n'y rien comprendre. »

Succès des indisciplinés

C'est à n'y rien comprendre, en effet. Cependant, au vote, la masse, dans l'ensemble, s'est prononcée pour les indisciplinés.

Au premier tour, les trois indisciplinés de Roche-la-Molière sont élus avec 216, 147 et 123 voix contre 42 et 27 aux « disciplinés ». Servel a 156 voix contre 127 au discipliné. Guéton, 100 voix contre 62 au discipliné. N. Giraud, 29 voix contre 11 au discipliné...

Au 2^e tour, Guéton, Giraud, Renoux sont élus. Un confédéré indépendant bat Bastion. Seul, Servel est battu parce que les confédérés, pour se débarrasser d'un adversaire redoutable, ont voté pour le communiste pur.

Soit, en tout, 6 indisciplinés élus, un seul battu. Dans l'ensemble, le syndicat unitaire perd 7 sièges sur les 17 qu'il détenait, alors que les confédérés en gagnent un. Ils en auront 7 en tout.

La dégringolade des effectifs

La grève avait déjà provoqué de nombreux départs dans les sections unitaires. A La Ricamarie, par exemple, où l'exclusion de Servel amena encore plus de confusion, le syndicat qui a groupé jusqu'à 1.100 membres, puis 700 membres, et 200 membres encore lorsqu'on releva les cotisations (4 fr. par mois), est complètement tombé. Ailleurs, il en est à peu près de même. Des sections vivantes sont tombées à une vingtaine de membres et même moins.

L'attitude des dirigeants du syndicat régional va encore accentuer la dégringolade. Servel, Guéton, Allot, animateurs de leurs syndicats, sont exclus. Comment voulez-vous que maintenant les mineurs aient confiance dans le syndicat? On en chasse les hommes de confiance; on lui refuse le droit de se diriger lui-même. Pourquoi payer des cotisations si élevées?

Que feront les sections privées de leurs animateurs?

Reviendra-t-on sur les exclusions? Les sections se remonteront-elles? Ce sera difficile, d'autant plus difficile que les syndiqués restés fidèles au syndicat et soucieux de sa prospérité, en ont assez d'être de simples machines à cotiser, sans aucun droit, n'ayant pas même la possibilité de faire prévaloir leur point de vue, de choisir leurs délégués mineurs, d'être représentés à leur gré dans les congrès. Le C.E. du syndicat unique, dirigée par le parti, décide souverainement; les sections appliquent.

Pour terminer, laissez-moi adresser au vieux militant Servel, qui se retire du mouvement, sali par ses anciens camarades, l'assurance de notre profonde

sympathie. Vieux militant désintéressé, il s'est donné tout entier à la cause ouvrière depuis trente ans, tant au syndicat dont il fut l'un des fondateurs et l'animateur, qu'au parti socialiste, puis au parti communiste. Il a été victime de sa loyauté. Aux dernières élections municipales encore, la liste communiste indépendante Servel obtint 488 voix au premier tour contre 416 à la liste communiste officielle. Servel se désista tout de même en faveur de ses ex-camarades. Il ne s'est pas méfié des calomnies lancées dans l'ombre. Il n'a pas réagi assez tôt. La malpropreté a eu le dessus. Mais ce triomphe est bien éphémère, et il couvre de honte les vainqueurs. — UN SYNDICALISTE STÉPHANOIS.

P.-S. — Après Bastion, secrétaire du Syndicat unitaire, battu aux élections des délégués mineurs, voici Arnaud, secrétaire régional, battu à Montmartre-Châtelus, aux élections à la Caisse de secours, par un confédéré qui a réuni 611 voix contre 373 à Arnaud.

BRÀVO, LES MAÇONS LYONNAIS!

De la véritable action directe

Signalons l'initiative hardie et originale par laquelle le puissant Syndicat des Maçons lyonnais a résolu, pour son compte, la question des délégués à la sécurité.

Par l'affiche suivante, placardée sur les murs de Lyon, que nous reproduisons d'après son organe *L'Effort*, il a signifié aux entrepreneurs pourquoi il avait été amené à désigner lui-même parmi ses membres un délégué à la sécurité et comment il entendait l'imposer sur les chantiers :

Le Syndicat des Maçons et Aides de Lyon et Banlieue qui, par la hardiesse de ses formules revendicatives, impose le respect de ses adhérents au patronat du bâtiment, formulait avec force, depuis quelques années, la reconnaissance, par la Chambre Syndicale Patronale, d'un délégué à la sécurité.

Un délégué à la sécurité pour les travaux de l'industrie du bâtiment, personne n'oserait mettre en doute son utilité! Eh bien! si, jusqu'à ce jour, les entrepreneurs s'y sont opposés. Il y a eu, en l'année 1928, vingt accidents mortels chez les maçons. Malgré cela, la Chambre syndicale patronale refusa d'inclure dans le nouveau contrat la reconnaissance d'un délégué officiel à la sécurité.

Le Syndicat des Maçons et Aides n'insista pas. Il avait un plan arrêté. En effet, une décision d'assemblée générale, en date du 1^{er} juin, a institué le délégué ouvrier à la sécurité.

C'est illégal, disent les entrepreneurs. Il n'y a rien d'illégal quand il s'agit de sauvegarder la vie des travailleurs. Mais encore, illégal ou non, le Syndicat des Maçons et Aides ne permettra pas qu'on y touche. C'est pour que M.M. les Entrepreneurs ne l'ignorent pas que cette affiche est éditée.

Certains entrepreneurs ont déclaré qu'ils lui interdiraient l'entrée de leurs chantiers. Eh bien! nous les attendons ceux-là. Ils le peuvent, mais nous les prévenons qu'ils feront bien de réfléchir deux fois aux conséquences de leurs actes, en cette matière.

Il y a un délégué à la sécurité que les événements ont imposé, que les circonstances justifient. La Chambre Syndicale a refusé de le reconnaître dans un document, elle le reconnaîtra de fait.

M.M. les Entrepreneurs, vous n'avez pas voulu admettre cette innovation dans la conclusion de notre accord de 1929. La décision de notre syndicat vous place en face du fait accompli. Vous ne pourrez plus dire : non. Il y a un délégué à la sécurité investi des pouvoirs du Syndicat qui a pour mission de vous rappeler à l'ordre toutes les fois que vous serez coupables de négligence. Il n'y manquera pas, soyez-en assurés.

Il y a aussi une question d'échafaudage qui se pose sous peu, elle sera portée devant les pouvoirs compétents. Nous verrons à ce moment quelles mesures s'imposeront, si on ne fait pas droit à notre requête.

« POURQUOI NOUS SOMMES MINORITAIRES »

La minorité de l'Enseignement consacre le numéro de juin de son organe, L'Action Syndicaliste, à un historique du mouvement minoritaire et à un rappel d'ensemble des causes qui ont provoqué ce mouvement. La conclusion de cette étude mérite d'être reproduite :

On nous dit : « Vous êtes contre la C.G.T.U.; vos critiques sont une véritable aubaine pour les réformistes de la C.G.T. qui s'en servent contre nous. Vous nuisez ainsi au développement de la C.G.T.U. que vous affaiblissez même en nourrissant le courant de l'autonomie. En réalité, vous êtes, avant tout, des adversaires du Parti communiste. »

Nous ne sommes pas plus contre la C.G.T.U., dont nous sommes membres tout comme les majoritaires, que nous n'étions contre la C.G.T. lorsqu'avant la scission nous luttions contre le « *syndicalisme d'union sacrée* » de Jouhaux. Nous ne le sommes pas davantage que ne l'étaient les syndicalistes communistes lorsqu'ils combattaient âprement les anarchistes du Bureau provisoire de la C.G.T.U. à peine sortie du berceau. Nous usons simplement de notre droit absolu de critique et de contrôle. Nous sommes convaincus que les méthodes employées par les majoritaires sont néfastes à la C.G.T.U., d'abord, et au mouvement ouvrier français tout entier, ensuite. Si nous nous taisions, nous serions des lâches et, par suite, indignes de nous réclamer du syndicalisme révolutionnaire.

Mais, et nous le déclarons bien haut, nous n'éprouvons aucune tendresse pour les militants de la C.G.T. Malgré les fautes et les erreurs des dirigeants actuels de la C.G.T.U., nous nous sentons mille fois mieux à notre place dans les syndicats unitaires que dans les syndicats confédérés, aux côtés de collaborateurs du grand patronat et des gouvernants bourgeois.

Si nos critiques sont parfois des armes précieuses pour les réformistes, nous n'y pouvons rien. C'est aux militants responsables de la C.G.T.U. qu'il appartient de briser ces armes en ayant une attitude exempte de tout reproche. Nos critiques cesseront donc quand il le voudront, c'est-à-dire quand ils feront le nécessaire pour ne plus les mériter.

Nous déclinons également toute part de responsabilité quant à la baisse des effectifs unitaires que le 6^e Congrès de l'Int. communiste a signalée. De même, nous ne nous reconnaissons aucunement coupables du mouvement qui a porté de nombreux syndicats vers l'autonomie ou les a jetés dans les bras de Jouhaux. Si, depuis le Congrès de Bourges, la C.G.T.U. a connu des scissions douloureuses, a été amputée d'une partie de ses premiers éléments, toute la faute en incombe à ceux qui ont instauré un syndicalisme de secte dans une maison où toutes les tendances auraient dû pouvoir cohabiter sans gêne aucune les unes pour les autres.

Quant à notre haine du Parti communiste, elle n'existe que dans l'imagination de nos détracteurs. Certes, la plupart d'entre nous sont en désaccord avec le Parti sur certains points de doctrine. Par contre, nous sommes tous de tout cœur avec les communistes quand ils luttent contre l'impérialisme français et l'exploitation capitaliste; nous les défendons quand ils sont victimes de la répression bourgeoise. Mais nous estimons que la politique syndicale du Parti va à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière. Aussi, nous en sommes *les adversaires résolus*.

Nous voulons le retour au syndicalisme révolutionnaire indépendant, aussi bien de tout parti politique, même prolétarien, que du gouvernement. Tous nos efforts tendent vers la reconstitution d'une C.G.T. unique forte, œuvrant sur le seul terrain de la lutte des classes. Nous voulons également une Internationale unique indépendante de tout parti et de tout gouvernement.

C'est pourquoi, d'une part, nous dénonçons le collaborationnisme et le syndicalisme de paix sociale de la C.G.T. et de l'Int. d'Amsterdam, et, d'autre part, nous nous élevons contre la liaison permanente qui existe entre le Parti communiste français et la C.G.T.U. et entre l'Int. communiste et l'I.S.R.

Nous avons la volonté bien arrêtée de rester à la C.G.T.U. tant que l'unité ne sera pas reconstituée. Nous y lutterons inlassablement pour qu'elle mène une action toujours plus vigoureuse contre l'exploitation et l'oppression capitalistes, pour que, par des initiatives intelligentes, prudentes ou audacieuses, mais toujours prises après mûre réflexion et en toute indépendance, elle apparaisse à tous comme l'organisme de défense et d'attaque par excellence, comme le guide le plus sûr du prolétariat dans la voie de l'émancipation totale.

Nous voulons que notre C.G.T.U. ne soit plus à la remorque du Parti communiste, même s'il cessait d'être en état de crise permanente. Nous la voulons largement ouverte à tous les révolutionnaires, de quelque tendance qu'ils soient, et à tous les travailleurs n'ayant aucune opinion sociale bien définie.

Nous ne nous opposons pas à des accords avec les partis ou les sectes qui luttent contre le capitalisme, mais, fidèles à la résolution majoritaire du congrès de Saint-Etienne, nous n'admettons avec eux que des « *accords circonstanciels* » et pour « *des buts bien déterminés* ».

Vive le syndicalisme révolutionnaire indépendant et agissant !

*La minorité syndicaliste
de la Fédération de l'Enseignement.*

Le Congrès du Syndicat des Métaux

Le Congrès de l'Union syndicale de la Métallurgie parisienne (Syndicat unitaire des Métaux) s'est réuni les 23 et 24 juin. Une grande discussion eut lieu sur le rapport moral; Faure-Brac, qui présentait ce rapport, s'évertua à prouver que l'organisation prend de plus en plus d'ascendant sur les métallurgistes parisiens. Or, ce congrès a ressemblé aux précédents par sa faible représentation : 184 sections syndicales représentant 1.960 syndiqués, alors qu'on évalue à 250.000 les ouvriers métallurgistes existant dans la région parisienne. Une représentation aussi faible n'est pas un signe de « radicalisation » des masses. C'est même tout le contraire, et g'aurait dû être aussi une raison sérieuse de repousser le rapport moral d'une direction vraiment incapable de regagner la confiance de la corporation.

Après les interventions de nos camarades de la minorité, le rapport moral fut adopté par 106 voix contre 10 et 4 pour avec réserves. Les exposés de nos camarades eurent une certaine portée : des délégués d'usines, mandatés pour voter le rapport moral, le votèrent avec réserves; le délégué de l'usine Talbot se prononça contre ledit rapport.

Roy apporta le point de vue de la minorité sur la « radicalisation des masses ». Lemire intervint, lui, sur la question des dangers de guerre. En toute impartialité, les majoritaires eux-mêmes doivent reconnaître que les exposés de nos camarades firent impression sur le Congrès. Eux seuls surent élever les débats. Du reste, les officiels n'y répondirent que par la tangente, et l'*Humanité* par des insultes.

La minorité fit remarquer le recul déjà opéré par la fameuse « Journée rouge » du 1^{er} août. Pas de grève générale, pas de conquête de la rue, alors que nous avions pu lire, dans l'*Humanité*, sous la plume de Barbé, que le 1^{er} août serait un jour de grève générale. Sous la pression des camarades, même majoritaires, qui vinrent demander où l'on voulait les conduire, Galopin fut obligé de déclarer : « Nous ferons grève générale là où nous le pourrons. » Le bluff commence à se dégonfler. Espérons que les syndiqués majoritaires sauront ne pas se laisser entraîner dans une aventure putschiste !

La dernière séance du Congrès doit avoir lieu le samedi 29 juin. Il paraît qu'elle sera très importante pour les dirigeants communistes, qui se doivent entre eux à belles dents. On parle de débarquer Lénard du secrétariat, et d'y mettre le jeune Courtade, celui-là même qui tança si vertement Monmousseau à Moscou. Mais il y aurait du tirage à la fraction. Ces querelles n'ont pas à nos yeux l'importance qu'y attachent les dirigeants du Syndicat. Ce ne sont pas les personnes qu'il faut changer; ce sont les méthodes, c'est toute l'orientation du syndicat. — UN DÉLÉGUÉ.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MARDI 11 JUIN. — A la Conférence internationale du travail, l'Angleterre annonce qu'elle va ratifier la convention des 8 heures.

— Au Maroc, violent combat dans la région d'El Bordj, 13 morts, 83 disparus, 10 blessés.

MERCREDI 12. — Fin du congrès socialiste. La fraction de Renaudel refuse d'entrer dans les organismes centraux.

JEUDI 13. — Ouverture du débat parlementaire sur la conciliation obligatoire.

VENDREDI 14. — Trois aviateurs français traversent l'Atlantique, de New-York à Santander.

— A Troyes, manifestation contre la répression.

SAMEDI 15. — Le bureau politique du P. C. exclut les conseillers municipaux communistes de Colmar.

DIMANCHE 16. — Libération de Dumoulin, le matelot du *Courbet*.

Angleterre. — Entrevue Mac Donald-Dawes. — Publication par le *Sunday Times* d'un article de Mac Donald sur les minorités nationales.

LUNDI 17. — Bouthonnier et Lacan sont condamnés en correctionnelle à trois ans de prison; Denys, gérant de *l'Humanité*, à cinq ans.

— Le réactionnaire d'Andigné est élu président du Conseil municipal de Paris.

MARDI 18. — Le Conseil des Ministres se prononce pour la ratification du plan Young sur les dettes.

— Le comité de grève du bois parisien décide la reprise du travail dans les maisons où satisfaction n'a pu être obtenue.

— La Commission des Finances de la Chambre vote le relèvement à 9.000 du traitement de base des fonctionnaires.

MERCREDI 19. — Entrevue Stresemann-Briand à Paris.

Belgique. — Un train ouvrier déraile; neuf morts.

JEUDI 20. — Libération de Palaric, emprisonné à Clairvaux après des manifestations de réservistes.

— Arrestation de deux militants des terrassiers parisiens.

VENDREDI 21. — A la Chambre, débat sur les événements du Maroc.

SAMEDI 22. — L'autonomiste Roos est acquitté par la Cour d'assises de Besançon.

— Congrès du Syndicat parisien des Métaux.

DIMANCHE 23. — Manifestation d'anciens combattants contre la ratification du plan Young.

LUNDI 24. — Grève d'une demi-journée et manifestations dans la rue, des terrassiers et cimentiers unitaires, contre la répression.

MARDI 25. — Le Gouvernement dépose un projet d'amnistie en Alsace-Lorraine.

— Mort de Courteline.

— La Chambre vote la loi sur la conciliation obligatoire.

Comment on Des discours des députés
« protégé » le Maroc interpellateurs sur le com-
bat sanglant d'Ait-Yakoub,
au Maroc, retenons, d'après *l'Officiel* du 22 juin, cer-
tains passages qui montrent l'œuvre française au
Maroc sous son véritable jour :

M. Albert Rivière. — Croyez-moi, ce n'est pas par opposition systématique que des gens qui, là-bas, aiment à la fois la France et le Maroc, forment des critiques acerbes contre ce qu'on appelle le corps des officiers de renseignements. Ils ne veulent pas généraliser, mais cependant ils affirment que ces officiers, pour une grande majorité et pour une grande part, ont des responsabilités dans les difficultés avec les indigènes.

Nous avons là-dessus des renseignements sérieux. Dictateurs impitoyables, ils gouvernent leur poste au hasard de leur fantaisie. Aucun contrôle n'est exercé sur leur gestion.

Par des mercuriales, ils fixent les cours des marchandises à l'intérieur de leur village fortifié, cependant que leurs hommes vont aux alentours acheter à des prix dérisoires, les denrées aux indigènes.

Ils assurent le ravitaillement des hommes et des chevaux sans qu'on sache exactement les effectifs dont ils disposent.

Parmi les partisans, ils recrutent des maghzen et, avec leur aide ou pour eux seuls, ils rançonnent les indigènes.

ON NOUS A AFFIRMÉ QUE BEAUCOUP D'ENTRE EUX JOUENT UN RÔLE DOUBLE ET QUE, D'ACCORD AVEC LES DISSIDENTS, ILS N'HÉSITENT PAS A SIGNALER LES INCURSIONS DES EUROPÉENS DANS LES ZONES INCERTAINES. (*Exclamations et protestations au centre, à droite et sur divers bancs à gauche.*)

M. Charles Coutel. — Ce sont des accusations odieuses!

M. Georges Nouelle. — C'est vrai. Nommez une commission d'enquête!...

M. Albert Rivière. — ...J'affirme sur l'honneur, ne répéter que ce que tout le monde dit à Casablanca, à Meknès, à Fez, à Rabat et à Oudjda.

M. Edouard Daladier. — ...Enfin, je puis citer comme membres de ce parti de la guerre marocaine, certains propriétaires de gisements de plomb argentifère et des hommes profondément attachés à la création du transsaharien et au passage de ce chemin de fer par le territoire de l'Oranie (*Très bien! Très bien! à gauche et à l'extrême-gauche*) qui ne peuvent réaliser leur projet que si une rapide expédition militaire, devrait-elle coûter des milliers d'hommes et des centaines de millions à la France, établit enfin la sécurité aux confins de l'Algérie et du Maroc et met un obstacle aux incursions qui pourraient être tentées contre la construction de la ligne...

M. Ernest Lafont. — Vous savez qu'au Maroc il y a un consortium qui fait le silence dans toutes ses feuilles, sur les événements qui lui déplaisent et qui monte, au contraire, en épingle, ceux qu'il croit pouvoir le servir.

Mais il y a un ou deux petits journaux qui, sans fonds secrets, ni ceux de la Résidence, ni ceux des grandes Sociétés, s'efforcent de pénétrer auprès du public pour lui apporter la vérité.

La Presse marocaine fait dans un milieu qui n'est pas le nôtre, avec des opinions que nous ne partageons pas, cette besogne dans une certaine mesure et même dans une large mesure. Le journaliste dont je parle est un ancien agent des renseignements. Je préfère m'abriter derrière son écriture pour indiquer qu'il y a une certaine immoralité qui se développe et que je résumerai dans cette constatation; il y a quelque chose de pourri dans le royaume du Maroc, quelque chose de pourri dans les services publics, dans les services militaires...

...Il y a des généraux qui, lorsqu'ils arrivent sur un territoire placé sous leur autorité, avant de se préoccuper de l'état des troupes, se préoccupent de l'état des terrains libres, de ce qu'on peut accaparer.

Ce sont les avant-courriers de certaines bandes ou de certaines banques — on a prononcé le nom de l'une d'elles.

Mon journaliste signale certains faits: « Trop souvent l'indigène est sciemment trompé sur la nature véritable des opérations domaniales embrouillées. »

On lui prend ses terrains, soit pour les donner à ces sociétés de pseudo-colonisation ou de spéculation, soit pour les donner même à de grands caïds qui l'on récompense ainsi de certains services qui ne sont pas toujours des services d'intérêt général...

...Dans une région où l'on trouve de ces hommes, dont l'immoralité est criante, à Ouaouizerg, par exemple, il y a un représentant de la France qui, dans les marchés, se fait baiser les mains et les pieds par les indigènes. (*Mouvements divers*)...

... Il y a toute une histoire, celle-là particulièrement obscure, de la rangon des petites Arnaud et de MM. Maillet et Steeg. Cela a coûté très cher. Mais êtes-vous sûrs

que tout l'argent soit passé de l'autre côté? (*Interruptions*)...

Ce n'est pas seulement une comédie, c'est une tragédie, et il est un peu triste de penser que certains de nos collègues ont pu s'émouvoir, à si juste raison, du coût élevé de certaine rançon, alors que, quand on regarde l'affaire en détail, on voit la rançon grossir au cours de la négociation, et alors qu'on n'est pas toujours sûr que ceux qui la font grossir sont des dissidents, ou peut-être certains intermédiaires indigènes de nos côtés, mais — vos rapports vous le diront mieux que moi — certaines personnalités françaises et peut-être des personnalités françaises revêtues de l'uniforme. (*Interruptions à droite et au centre.*)

M. Georges de Grandmaison. — Les noms!

M. Ernest Lafont. — Sur la rançon, il y a 150.000 fr. qui se sont promenés...

M. Georges de Grandmaison. — Donnez les noms! (*Interruptions à l'extrême-gauche.*)

M. Raoul Evrard. — Cela se dit couramment au Maroc. Il n'y a que vous qui ne le sachiez pas.

M. Ernest Lafont. — LE GOUVERNEMENT A LA PREUVE QUE CE QUI SE DIT AU MAROC CORRESPOND A DES RÉALITÉS...

...La contrebande des armes augmente; on m'a donné ce chiffre : le nombre des armes a triplé depuis deux ans, chez les dissidents de la montagne, aux abords du territoire dont je m'occupe. Par qui ces armes sont-elles fournies? Par certains de ceux, notamment, qu'on a trouvés mêlés à l'aventure du partage de la rançon Arnaud-Steeg-Maillet.

... Dans ces mêmes régions, les amendes sont perçues, mais celles portées en comptabilité ne sont pas toujours les mêmes que celles payées par les indigènes....

Je ne reviens pas sur les abus de pouvoir.

IL Y A DES MEURTRES QUI RESTENT IMPUNIS ET INEXPLIQUÉS...

Il y a de la corruption et de la malhonnêteté...

Ce ne sont pas toujours des actes individuels.

C'est toute la politique des terrains, et je suis sûr que M. le Ministre de la Guerre a un dossier là-dessus.

C'est l'affaire des Ait-Mezal. On leur a pris tout un territoire. Ce sont des gens qui aiment se défendre. Une vingtaine de notables vont protester. Que pensez-vous qu'on fait des notables? On les emprisonne et on les garde en prison pour éviter que la tribu qui réclame puisse conserver des chefs capables par leurs démarches d'orienter une procédure qui pourrait aboutir à un succès.

**

Trotsky en Angleterre?

Il semble que Trotsky n'obtiendra pas plus l'autorisation du gouvernement travailliste de séjourner en Angleterre qu'il n'avait obtenu du gouvernement socialiste allemand de rentrer en Allemagne. Une majorité de ministres du cabinet MacDonald y seraient hostiles.

Cependant, de nombreuses voix se sont élevées en faveur de l'autorisation. Le quotidien travailliste, le *Daily Herald*, le grand organe libéral, le *Manchester Guardian*, se sont prononcés en faveur de l'admission. Dans le *New Leader* du 16 juin, Fenner Brockway l'a fait avec plus de vigueur encore, dans ce court article que nous reproduisons, déclarant que le travaillisme se déshonorerait s'il refusait de recevoir Trotsky.

A ses débuts, le gouvernement travailliste se trouve avoir à prendre une décision qui pose la question suivante : « L'Angleterre va-t-elle conserver la réputation qu'elle s'est faite après-guerre, de crainte hystérique, d'intolérance tyrannique qui l'ont conduite à chasser tous les étrangers que nos classes dirigeantes n'aiment point? Ou va-t-elle regagner la belle renommée des jours où, avec courage et confiance, elle accordait le droit d'asile aux réfugiés politiques? »

Certains demandent d'opposer un refus à la demande de Trotsky pour deux raisons : la première, c'est que l'accueillir serait désagréable au gouvernement russe avec lequel nous espérons reprendre d'amicales relations; la seconde, que la venue de Trotsky encouragerait les éléments « révolutionnaires » de ce pays et de l'Empire.

Enoncer la deuxième objection suffit à la réfuter. Trotsky ne trouverait aucun parti qui sympathiserait avec lui, soit en Angleterre, soit dans l'empire britannique. Même si le parti communiste anglais avait la moindre force, il n'oserait pas coopérer avec lui.

Trotsky a été exilé par le gouvernement russe et le parti communiste. La discipline rigide du communisme se ferait lourdement sentir à toute fraction du parti communiste anglais qui serait en contact avec lui. Il en serait de même des mouvements « révolutionnaires » de l'empire britannique. Leurs rapports avec la Russie se font par l'III^e Internationale qui regarde Trotsky comme hors la loi.

La première objection est plus sérieuse. Je n'ai pas besoin de dire que je désire ne pas voir s'élever d'obstacles à la reconnaissance immédiate de la Russie, mais nous ne saurions admettre que la reconnaissance d'un autre pays exige le refus du droit d'asile à ses réfugiés. Allons-nous interdire l'entrée de notre pays aux socialistes italiens parce que nous reconnaissons le gouvernement italien?

Envisageons autrement la question. Allons-nous refuser de reconnaître le gouvernement russe s'il reçoit sur son territoire les réfugiés politiques de l'Inde et des autres parties de l'empire britannique? Le gouvernement russe aurait le droit de se plaindre si le gouvernement anglais aidait Trotsky dans sa campagne contre le pouvoir russe actuel. Le gouvernement anglais aurait le droit de se plaindre si le gouvernement russe aidait à la campagne « révolutionnaire » des réfugiés de l'Inde. Refuser le droit d'asile est tout autre chose.

Mais voici qui ne doit pas être oublié. En dépit de son désaccord avec les dirigeants russes et leur politique, Trotsky s'est soigneusement gardé, même dans l'amertume de l'exil, de faire entendre la moindre parole qui pourrait aider à la chute du régime des Soviets. « Mon attitude vis-à-vis de la Révolution, du pouvoir des Soviets, du marxisme, du bolchevisme reste la même, a-t-il affirmé définitivement. La politique n'est pas faite de querelles personnelles » (*Daily Express*, 27 février).

On peut être, comme moi, en profond désaccord avec Trotsky. Mais on ne peut nier qu'il ait été une des plus puissantes forces créatrices de la présente génération. Le *Manchester Guardian*, en demandant son admission dans ce pays, parle de lui comme « d'un des hommes d'Etat étrangers les plus distingués ». Nous serions déshonorés si nous refusions de le recevoir.

**

Une nouvelle Centrale syndicale aux Etats-Unis

A côté de l'American Federation of Labor, une nouvelle Centrale syndicale, d'esprit révolutionnaire, va-t-elle se dresser?

C'est ce que la Ligue d'Education Syndicale devait décider dans son congrès, d'abord prévu pour les 1^{er} et 2 juin à Cleveland, mais dont la date a été reportée au mois d'août sur demande de l'I. S. R. Les raisons invoquées pour cet ajournement consistaient dans une insuffisante préparation du congrès et dans le manque de précision des objectifs visés par les militants américains de la Ligue d'Education Syndicale.

Voici, d'après un article de Foster dans l'*Internationale Syndicale Rouge* de mai, comment la Ligue d'Education comprenait les tâches de son congrès :

L'un des plus importants faits du prochain Congrès consistera dans la fondation d'une nouvelle Centrale syndicale des Etats-Unis.

La Ligue d'Education syndicale va être élargie et réorganisée. Elle recevra un nom nouveau et de nouveaux statuts, en conformité avec ses objectifs nouveaux. Après cela, les Fédérations d'industrie révolutionnaires adhéreront à la Ligue au cours même du Congrès. D'autres Fédérations s'affilieront plus tard à la Ligue, à mesure qu'elles se formeront.

C'est ainsi qu'on formera avec l'ancienne L. E. S., la nouvelle Centrale syndicale nationale qui coordonnera l'action des nouveaux syndicats et constituera la section

américaine de l'I. S. R. C'est elle qui va diriger la lutte générale de l'aile gauche sur le terrain syndical.

Dans la dernière période de son existence, la Ligue avait consacré la plus grande partie de son attention au travail dans les vieux syndicats. Mais elle était obligée de tenir compte de la politique d'expulsions qui était pratiquée contre elle, de se couvrir d'un masque, d'agir sous des noms divers, suivant telle ou telle industrie, tantôt sous la forme de « comités progressifs », tantôt par l'organe de « comités pour la fusion des syndicats de métier », de « comités de salut syndical », etc.

Une fois réorganisée, la Ligue d'Education syndicale va concentrer essentiellement son énergie à la création de nouveaux syndicats d'industrie et à l'organisation des inorganisés en arborant ouvertement son drapeau de Centrale pour la coordination du mouvement syndical de gauche.

Dans cette période de son existence, la nouvelle Centrale ne doit pas prétendre assumer le rôle d'une nouvelle C. G. T.; elle se bornera aux fonctions consistant à organiser et grouper les nouveaux syndicats et l'aile gauche.

Mais la création de cette nouvelle Centrale syndicale ne signifie pas qu'on va cesser le travail dans les syndicats réformistes pour renverser les leaders réactionnaires de la F. A. T., pousser les vieux syndicats dans une voie révolutionnaire et établir entre la masse ouvrière de la F. A. T. et les syndicats révolutionnaires une collaboration sur le terrain de la lutte de classes; toutes les fois que ce sera possible, on attirera au sein des nouvelles organisations, les massés réformistes. La nouvelle Centrale nationale va grouper non seulement les nouveaux syndicats, mais aussi l'aile gauche des vieilles organisations. La nouvelle Centrale va diriger l'action révolutionnaire tout à la fois au sein et en marge des syndicats qui existent actuellement.

**

L'enthousiasme du capitalisme américain Quelques jours après la clôture de la Conférence des Experts, l'*Information* publiait la dépêche suivante :

Les milieux financiers américains sont unanimes à approuver avec enthousiasme le projet de création d'une banque des règlements internationaux.

M. Pierpont Morgan a déclaré que cette banque serait « l'instrument le plus efficace d'une paix mondiale » et que les experts financiers avaient découvert « la seule chose qui puisse régler les problèmes nés de la guerre ».

De son côté, M. Harbor, président de la Société Américaine Radio Corporation, a fait un vif éloge de M. Owen Young, déclarant que le délégué américain avait livré la bataille la plus dure et remportée la plus grande victoire qu'il y ait eu depuis l'armistice.

Cet enthousiasme caractéristique confirme ce que la *Révolution Proletarienne* a dit (Février 26 : « Les progrès de l'Empire Yankee ») des énormes possibilités qu'ouvre pour l'impérialisme américain, le « trust du billet de banque ».

ENTRE NOUS

Les 1.500 abonnés

Dans l'*Entre nous* du 1^{er} juin, nous exprimions l'espoir de recueillir, en juin, 70 abonnements nouveaux et nous indiquions que cette cadence devait devenir régulière; à la fois pour couvrir nos frais supplémentaires et pour atteindre les 1.500 abonnés.

Notre espoir n'a pas été satisfait; la cadence n'a pas été atteinte. Nous n'avons enregistré en juin que 27 abonnements nouveaux, 15 dans la première quinzaine et 12 dans celle-ci. A peine le tiers de ce que nous espérons !

Est-il vraiment impossible à la R. P. de recruter 70

abonnements par mois? Nous ne le croyons pas. Nous croyons même qu'il est possible de dépasser ce chiffre. Mais cela à une condition : que nos amis se réveillent, qu'ils se préoccupent constamment de trouver de nouveaux abonnés à leur revue.

Cette préoccupation n'habite encore l'esprit que d'un trop petit nombre de camarades; les Parisiens, notamment, ne s'en soucient guère; le fait d'avoir reçu dans le mois, 3 abonnements nouveaux d'un département comme la Haute-Loire, alors que Paris s'est seulement inscrit pour 2 pendant la même période, ne fera-t-il pas un peu honte aux camarades de la capitale? L'exemple de ce camarade de Narbonne, qui, ce mois-ci encore, nous a envoyé 3 abonnements nouveaux, ce qui fait 6 en deux mois, ne devrait-il pas être suivi, et par les Parisiens dans leurs arrondissements ouvriers, et par les banlieusards dans leurs localités si peuplées, et par les camarades des centres industriels de la province?

Chacun devrait s'imposer la tâche d'amener un, deux ou trois abonnements nouveaux à la R. P. Chacun devrait se soucier de travailler à la diffusion de la revue par la recherche d'abonnés nouveaux, par l'indication de « possibles », et par la vente au numéro.

Ce ne sont pas les moyens qui manquent; ce sont les concours qui font défaut.

Trouverons-nous en juillet, les concours suffisants pour atteindre les 70 abonnements nouveaux dans le mois? Marcherons-nous enfin vers les 1.500 abonnés, ou bien allons-nous continuer à piétiner?

Des « Possibles »

Pour les numéros de ce mois, nous n'avons encore qu'un petit nombre d'adresses d'abonnés possibles. Or les « Possibles » sont pour nous, à défaut de plus grands efforts individuels de recherche d'abonnés nouveaux, une source fort précieuse. Les camarades dont l'abonnement a pris fin en juin ont reçu avec notre circulaire, une liste à remplir. Nous leur demandons de garnir cette liste et de nous la renvoyer au plus tôt. Nous prions tous nos amis de nous communiquer, sans tarder, toute adresse qui viendrait à leur connaissance.

Renouvelez! Renouvelez!

Plus de trente abonnements échus en mai n'ont pas encore été renouvelés. Une quittance sera présentée par la poste, dans les premiers jours de juillet, aux camarades retardataires. Ceci nous coûte travail et argent.

Aussi, nous demandons aux cent vingt camarades, dont l'abonnement s'est terminé en juin et qui en ont été prévenus par lettre timbrée à 0 fr. 50, de ne pas attendre pour renouveler, de nous éviter le travail supplémentaire et les frais des recouvrements postaux. Pour les abonnements échus en juin et non renouvelés, nous serons obligés de recouvrer à fin juillet. Nos camarades nous éviteront cela en passant à la poste dans la quinzaine pour nous envoyer leur réabonnement.

Les abonnements nouveaux

Aude, 3; Haute-Loire, 2; Meurthé-et-Moselle, 2; Puy-de-Dôme, 1; Seine-Inférieure, 1; Seine-et-Oise, 1; Belgique, 1; Allemagne, 1. — Total : 12 abonnements nouveaux.

Notre souscription

Victor (Seine), 50; Schortgen (Seine), 10; Gamelon (Seine), 10; Thérèse Vergy (Puy-de-Dôme), 25; Venet (Loire), 10; A. Richard (Landes), 20; Vitalis (Pas-de-Calais), 3; Divers camarades de Narbonne, 30; Germaine et Robert Buren (Côte-d'Or), 10; Juin (Seine), 5. — Total : 173 francs.

NOUS AVONS REÇU :

Maurice MAGRE : *Lucifer*, roman (Albin Michel); Michel MATVEEV : *Les hommes du 1905 russe* (Les Revues).

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.

Impr. « LABOR », 8, Bd de Vaugirard, Paris (15^e)

Les Editions de la Librairie du Travail

Un livre que chaque militant doit lire

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par Amédée DUNOIS

Un volume in-16 jésus de 612 pages. 25 francs

EN SOUSCRIPTION

**POUR PARAITRE
EN OCTOBRE 1929**

Victor Serge

L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE

**Un volume de près de six cents pages
prix actuel quinze francs franco.**

Nous réservons ce prix spécial aux premiers souscripteurs qui, connaissant la valeur des écrits déjà publiés de l'auteur, n'hésiteront pas à souscrire, dès à présent, à cet ouvrage qui est de la classe des « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed.

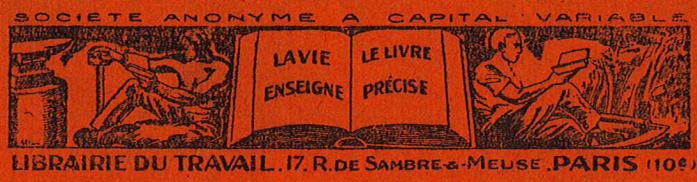
Comprenez l'importance d'une telle publication, et les charges qu'elle représente. Aidez-nous.

Songez aussi que le prix définitif sera de 25 francs, et que le prix actuel de souscription ne sera maintenu que quelques semaines.

Souscrivez sans tarder par chèque postal N° 43-08.
Seules les souscriptions payées seront inscrites.

**Nouvelle adresse : 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-X'. — Téléphone : Combat 08-02
Chèque postal : N° 43-08, Paris**

Téléphone
 Combat 08-02
 R. C. 235.494 B



Chèque postal
 PARIS
 N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTÉRATURE

Alfred FABRE-LUCE. — Pour une politique sexuelle (Grasset).....	12 fr.
Robert DREYFUS. — La Vie et les prophéties du Comte de Gobineau (Grasset).	15 fr.
Maxime GORKI. — Les Artamonov (Calmann-Lévy).....	12 fr.
G. DAVID. — La Parade (Préface de Ch. Vildrac) (Rieder).....	12 fr.
A. BAILLON. — La Vie est quotidienne (Rieder).....	12 fr.
J. LEGRAS. — La Littérature russe (Colin).....	9 fr.
M. LARROUY. — L'Odysée d'un transport torpillé (Plon).....	3 fr. 50
E. PEROCHON. — Le Crime étrange de Lise Balzan (Plon).....	12 fr.
E. HERRIOT. — La Vie de Beethoven (N. R. F.).....	13 fr. 50
M. BEDEL. — Fascisme au VII (N. R. F.).....	9 fr.
M. ARLAND. — L'Ordre, trois vol. (N. R. F.).....	30 fr.
DIDEROT. — Jacques le Fataliste, deux vol. (Pot cassé).....	30 fr.

HISTOIRE

Th. CARLYLE. — Histoire de la Révolution française (Alcan), trois volumes ensemble.	50 fr.
H. ELMER BARNES. — L'Angleterre et la guerre mondiale (Delpeuch).....	18 fr.

SCIENCES SOCIALES

R. DERNIS. — La Concentration industrielle en Allemagne (Dunod).....	30 fr.
--	--------

VIENT DE PARAITRE :

FAITS ET DOCUMENTS. — N° 6.

Robert LOUZON
 ~~~~~

Deux Grands Courants du Capitalisme Moderne

## IMPERIALISME ET NATIONALISME

PRIX..... 1 50

Dans la même collection :

|                                                                    |      |
|--------------------------------------------------------------------|------|
| 1. Robert LOUZON. — La déchéance du capitalisme .....              | 0 50 |
| 2. VICTOR-SERGE. — Lénine 1917.....                                | 2 »  |
| 3. ***. — Un souvenir par jour. Petit calendrier prolétarien ..... | 1 »  |
| 4. VICTOR-SERGE. — Les coulisses d'une Sûreté Générale .....       | 5 »  |
| 5. Léon TROTSKY. — Les problèmes de la Guerre civile .....         | 1 50 |

### VIENT DE PARAITRE :

DISCUSSION ET POLEMIQUE. — N° 4.

**PRIMUS**  
 ~~~~~

L'IMPERIALISME ET LA DECADENCE CAPITALISTE

Prix..... 3 »

Dans la même collection :

1. Léon TROTSKY. — Cours Nouveau.....	4 »
2. Fernand LORIOT. — Les problèmes de la Révolution prolétarienne	3 »
3. Léon TROTSKY. — Vers le capitalisme ou vers le socialisme.....	3 50